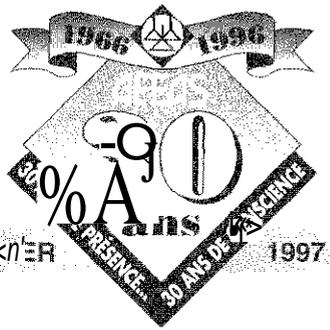


F
E
M
M
E
S

Ed'ici



VOLUME 11 - FEMME 1997

Manon Turcotte, Capitaine
Une poignée d'écritures
Femmes et développement régional

Autoroute de l'information
Dictionnaire et le «joual»



Cette douce décadence qu'on nomme
chocolat

FEMMES ET DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL 5

Jacqueline Nadeau-Martin

CETTE DOUCE DÉCADENCE
QU'ON NOMME CHOCOLAT 6

Luce Ranger Poisson

CRITÈRES DE RECEVABILITÉ
DES PROPOSITIONS 7

Marie-Paule (odin)

MANON TURCOTTE, CAPITAINE
AU LONG COURS 8

Christine Marion

UNE POIGNÉE D'ECUS POUR
ÊTRE LUE 10

Hélène Lapointe

UN CLIC DE SOURIS ET LE
MONDE EST AU BOUT DE NOS
DOIGTS! 12

Michelle Houle-Ouellet

LE DICTIONNAIRE ET LE «JOUAL»

Louise Lippe Chaudron

OUVERTURE D'UN VESTIAIRE

Diane Brault

OSER UN «MUR DE SOLIDARITÉ»

Raymonde Bouchard

Chroniques

Billet / Christine Marion 2

Editorial / Johanne Fecteau 3

Humeur / Hélène Lapointe 4

30 ans Sonnant / Marie-Paule Godin 1

Action / Lise Tremblay, Michelle H.-Ouellet 18

À propos / Marie-Ange Sylvestre 19

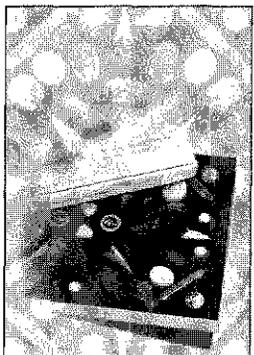
Ici et là / 15

Info / Hélène Lapointe 10

Sélections / Christine Marion 21

Nouvelles / Lise Girard 22

Courier / Paula Provencher-Lambert 17

Photo de la page
couvertureCETTE DOUCE
DÉCADENCE
QU'ON NOMME
CHOCOLATLindt, chocolatier.
Infographie D. Lefresne.

Dans le secret des déesses

Il y a presque deux ans, l'équipe clé la revue a adopté une politique de féminisation des textes. Le principe fondamental qui régit cette politique est simple : *Femmes d'ici* étant réalisée par et pour des femmes, il est logique que tous les textes qu'on y retrouve utilisent le genre féminin. Bien entendu, nous nous préoccupons également de la forme du texte et nous sommes sensibles à la lourdeur qui pourrait résulter de la féminisation. Voilà pourquoi nous avons invité nos collaboratrices à utiliser, dans la mesure du possible, un langage inclusif.

Rien de plus simple croyez-vous ? Hélas ! Une fois clé plus nous avons réalisé que l'enfer est pavé de bonnes intentions. Après deux ans, nous devons bien admettre que ce n'est pas toujours simple d'appliquer une telle politique. Et, très souvent, nous nous demandons si nous devons appliquer cette politique à la lettre, c'est le cas de le dire, ou avec discernement. À toutes celles qui seraient tentées de répondre «avec discernement», je pose la question suivante : où commence et où finit le discernement ? Dur, dur de trancher, n'est-ce pas ?

Un jour que j'avais écrit un texte particulièrement «macho» (autrement dit j'avais oublié d'appliquer mes grands principes...), j'ai décidé de faire un bon examen de conscience, pour moi et pour toutes celles qui ont clés défaillances. Quel est donc le démon pervers qui nous ramène toujours à cette fatale règle du masculin qui englobe le féminin ? Comment des féministes comme moi peuvent-elles se laisser piéger de la sorte ? Serait-ce que nous sommes trop puristes, versions-nous dans l'exagération, devrions-nous donner un peu de lestes à cette idée de féminisation ?

Un vieux dicton affirme que quand on veut tuer son chien, et j'ajouterais sa chienne, on dit qu'il, ou qu'elle, a la rage. Voilà une petite phrase qui vous permet de mesurer, chères lectrices, l'ampleur de notre dilemme. La langue française, que nous avons apprise avec amour, est truffée de règles sexistes qu'il n'est pas toujours facile de contourner. Mais, qui plus est, notre langage populaire regorge d'expressions traditionnellement utilisées au masculin. Avouez que vous n'avez pas souvent entendu une personne admettre qu'elle n'est pas dans le «secret des déesses». Et, pour couronner le tout, nombre de fort belles tournures de phrases deviennent carrément illisibles quand on se targue de les féminiser.

N'allez surtout pas croire que je profite de ces excuses pour nous donner l'absolution sans pénitence ! Bien au contraire, mon examen de conscience a renforcé ma foi dans le bien-fondé de notre politique de féminisation des textes. Je ne peux m'empêcher de voir, dans tous les écueils que nous rencontrons, la confirmation d'une douloureuse réalité : nous sommes en train de nous tailler une place dans un monde fait par et pour les hommes ! Et je dis bien «en train de» car tout n'est pas gagné. Il ne faudrait pas oublier que notre langage est le véhicule de notre culture et qu'il illustre assez fidèlement notre réalité. Nous avons fait de grands progrès, j'en conviens, mais il m'a suffi de lire les noms des membres du Mouvement Desjardins qui ont le pouvoir d'élire leur prochain président, ou leur prochaine présidente, pour constater qu'il n'y a aucun problème d'accord de genres dans leur avis de convocation et pour me rappeler que les femmes n'ont pas encore leur place partout. Cet exemple n'en est d'ailleurs qu'un parmi tant d'autres !

Voilà pourquoi nous continuerons d'appliquer une politique de féminisation des textes à la revue *Femmes d'ici*. C'est bien le moins que nous puissions faire pour respecter nos membres. Le mot «membres» était ici féminin pluriel, quoi qu'en pense mon logiciel de correction !.



Réseau mondial de groupes de femmes francophones

Jacqueline Nadeau-Martin suit toujours le dossier du Réseau mondial d'échanges d'informations, de solidarité, de mobilisation et de formation entre les groupes de femmes autonomes oeuvrant au sein de la francophonie. On discute actuellement de financement.

Internet

Lise Girard participait, en novembre dernier, au comité de sélection pour le Québec des projets présentés au Programme d'accès communautaire d'Industrie Canada. Ce programme vise à favoriser l'installation, dans de petites localités rurales, de sites permettant à la communauté d'accéder aux services de l'Internet. Les 90 projets devaient bénéficier de l'appui des organismes du milieu; AFEAS, Cercle des Fermières, Chambre de commerce, Club optimiste, Filles d'Isabelle, Centre de femmes, Chevaliers de Colomb ... Le comité a recommandé le financement d'environ 70 projets. Si votre localité ne bénéficie pas d'un accès à Internet, vous pourriez présenter un projet dans le cadre de ce programme ... Informez-vous!

Suivi au sommet socio-économique

Lise Tremblay, chargée du plan d'action à PAFEAS, assistait, en novembre dernier, à une journée de réflexion suite au sommet socio-économique du Québec. Parmi les sujets de discussion: les façons de mettre en application l'analyse comparative de l'impact d'une mesure ou d'une politique gouvernementales sur les deux sexes (analyse de genre).

SACA

La vice-présidente de l'AFEAS, Johanne Fecteau, assistait, en novembre, à la consultation nationale pour la reconnaissance et le financement de l'action communautaire autonome. Les résultats de cette consultation serviront à tracer les balises pour un éventuel financement des groupes par le SACA (Secrétariat à l'action communautaire autonome).

La réforme des pensions

La situation économique du pays et son évolution démographique poussent le gouvernement à réviser le Régime des rentes du Québec (RRQ). En effet, le régime actuel est fondé sur un principe qui veut que chaque génération de travailleuses et travailleurs paie les prestations de ceux et celles qui ont quitté le marché du travail. Ce principe fonctionne bien lorsque les générations se suivent... et se ressemblent en nombre. Mais voilà, «la croissance plus rapide du nombre de retraités en rapport à celle du nombre de cotisants, fera augmenter le coût du régime, créant ainsi un fardeau additionnel pour les prochaines générations de travailleurs», écrit le gouvernement du Québec dans un récent Livre vert: en vue de la réforme à venir.

En août dernier, les membres AFEAS réaffirmaient les principes à défendre face à cette réforme des régimes. Cette réforme des régimes de pension aura des effets directs sur l'autonomie financière des femmes et sur leurs conditions de vie à la retraite. Les femmes acceptent mal de désengagement progressif de l'État vis-à-vis la population et s'opposent à des mesures qui représentent un recul pour elles.

Les femmes ont peu ou pas accumulé de rentes pour leur retraite à cause de leur arrivée tardive sur le marché du travail et des salaires moins élevés. Le régime public de retraite étant minimal, il faut donc, dans cette réforme, penser à l'améliorer pour éviter qu'encre plus de femmes soient pauvres.

Une des faiblesses majeures de notre système, c'est qu'un si grand nombre de personnes appartenant à la classe moyenne se retrouvent pauvres lorsqu'elles vieillissent, malgré qu'elles aient travaillé fort pour gagner leur vie et payé leur part d'impôts.

Et que dire des travailleuses au foyer qui réclament depuis longtemps le droit de participer à un régime de pension afin de vivre une retraite plus confortable.

On a tendance à croire que le travail qu'effectuent les femmes dans l'intimité du foyer ne bénéficie qu'à elles-mêmes et leur famille. Mais que serait notre société si les mères n'acceptaient plus de donner naissance et de prendre soin des enfants? En Suède et en France on a compris que pour maintenir l'équilibre démographique, la société doit soutenir réellement les femmes qui s'occupent des enfants. Dans ces pays, les gouvernements offrent des allocations familiales généreuses, des congés parentaux et des services de garde convenables et des régimes publics de retraite qui tiennent, compte de ce rôle important des femmes.

Quant aux soins que donnent les femmes aux personnes en perte d'autonomie, il faut se rendre compte que ces services, fournis gratuitement à la maison, économisent des millions de dollars chaque année aux gouvernements. De plus, avec tous les bouleversements actuels dans le domaine de la santé, les femmes vont sûrement avoir à contribuer de leur temps et de leur personne afin de combler les vides laissés par les coupures gouvernementales. S'assurer que les femmes qui effectuent ces tâches aient un revenu de retraite décent est la moindre des choses.

Dans un contexte où les mots coupures, compressions, restrictions, sacrifices, inondent l'actualité, comment espérer se bâtir un avenir hors de la pauvreté? N'y aurait-il pas des solutions plus équitables? Les membres de l'AFEAS croient que oui et la preuve de leur détermination à trouver des moyens pour contrer la pauvreté des femmes se retrouve dans le mémoire de l'AFEAS⁽¹⁾ produit et présenté à la Commission parlementaire des Affaires sociales sur la Réforme du RRQ, en octobre dernier.

(1) Recueil des résolutions de l'AFEAS (incluant le mémoire soumis à la Commission parlementaire des Affaires sociales sur la réforme du Régime des rentes du Québec), novembre 1996.



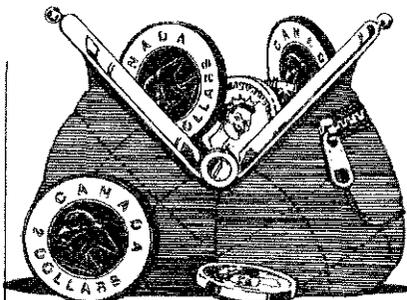
Fortune **BULLE EXISTE!**

VI aintenant que la folie du Temps des Fêtes s'est estompée et que les états de compte des compagnies de crédit commencent à s'accumuler, sans doute réalisez-vous à quel point, cette année encore, vous vous êtes laissée gagner par la frénésie des achats de Noël. Comment résister à tous ces produits attrayants, à ces étalages séduisants, à ces rabais mirobolants ? Comment ne pas y succomber en cette période de l'année particulièrement propice aux extravagances, alors que déjà, «en temps normal», un achat n'attend pas l'autre ?

C'est une banalité de dire que nous vivons dans une société de consommation. Mais ce culte de la possession finit par étourdir, voire par exaspérer. La course à l'armement ménager, mobilier, technique et électronique se poursuit inexorablement. Il y a d'abord tous ces «menus» objets sans lesquels la vie ordinaire ne serait désormais plus possible : four à micro-ondes, lave-vaisselle, magnéscope, système de son, ordinateur, téléphone sans fil, robot culinaire, barbecue, etc. Et puis, il y a ces objets plus luxueux qui font parfois l'envie clé notre entourage : tracteur de jardin, souffleuse, tente-roulotte, bateau à moteur, motoneige, téléviseur à écran géant, caméscope, mini-fourgonnette, ... La liste n'a pas de fin. Un objet n'est pas si tôt acheté que déjà, on pense au prochain que l'on s'appropriera. Et de se creuser les méninges pour savoir où l'on trouvera l'argent.

Toutes ces choses sont-elles nécessaires ? Le fait de pouvoir en jouir justifie-t-il l'endettement exceptionnel que connaissent actuellement les Québécoises et Québécois, étouffés par les remboursements de leur hypothèque, de leur prêt-auto, de leur marge de crédit et de leur armada de cartes plastifiées ?

Un article publié dans le Soleil du 27 novembre dernier m'avait laissée fort perplexe au moment de sa parution. La journaliste Monique Giguère rapportait les propos d'un Haïtien établi au Québec depuis 15 ans et pour qui la vie à Montréal relevait du «cauchemar». Dans le procès en règle du Canada auquel il se livrait, ce Néo-Canadien dénonçait notamment le



luxue et le crédit qui prévalent ici, expliquant comment il est facile de se laisser embarquer dans le système du «chick-a-chick», de succomber à la sollicitation qui s'exerce sans relâche sur les consommateurs et consommatrices et, dans bien des cas, de sombrer dans le surendettement. L'homme, qui a décidé de retourner dans son pays natal, se disait convaincu qu'en Haïti, il était possible de vivre même si l'on n'en avait pas les moyens. Ce qui ne serait pas le cas au Canada où, selon lui, «ça coûte une fortune juste pour exister».

Que quelqu'un qui a côtoyé la «vraie misère» de près puisse vouloir quitter notre beau pays, réputé mondialement pour sa qualité de vie et perçu comme l'une des terres d'accueil rêvées pour bon nombre d'immigrants et d'immigrantes, a de quoi faire réfléchir. Certes, le désespoir de cet homme s'explique en bonne partie par sa difficulté à trouver du travail et, conséquemment, à pouvoir disposer de l'argent nécessaire pour vivre. Mais ses propos soulèvent toutefois une problématique plus large qui réfère à notre attrait excessif pour la possession.

C'est peut-être ce dernier qui nous incite à vivre au-dessus de nos moyens, mauvaise habitude qui, transposée à l'échelle gouvernementale, finit par conduire au gouffre abyssal dans lequel sombrent les finances publiques. C'est peut-être lui, aussi, qui motive certaines gens à multiplier les heures supplémentaires ou à cumuler deux emplois, afin de se payer une résidence secondaire ou un voyage dans le Sud, «petit caprice» qui prive par le fait même une autre personne d'un travail qui lui permettrait, à elle, de gagner sa vie et de payer son loyer.

J'exagère ? Peu me chaut. À chacune sa prise de conscience, sa réflexion et ses décisions.

30 ans
d'existence

Au plan international, il n'aura pas fallu de nombreuses années à l'AFEAS pour faire sa marque. Dès les années 70, des représentantes de l'AFEAS siègent à la Commission canadienne de l'Unesco (organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) et à ses sous-commissions de l'éducation et de la condition de la femme.

L'AFEAS apporte aussi sa cote part aux Conférences mondiales convoquées par l'ONU (Organisation des Nations Unies) tous les 5 ans depuis 1975.

Et de 1991 à 1996 l'AFEAS siège au conseil d'administration de l'Umofc (Union mondiale des organisations féminines catholiques).

Lors de la dernière Conférence mondiale, un engagement, que l'on retrouve dans le programme d'action approuvé par plusieurs pays, y compris le Canada, m'a semblé, si naïs en application, être très encourageant pour obtenir des rapports égaux hommes-femmes dont l'AFEAS fait la promotion depuis déjà bon nombre d'années.

Cet engagement concerne les politiques et programmes gouvernementaux et prévoit une analyse des répercussions différenciées selon les sexes, afin d'en tenir compte en toute équité. Pourtant, lors de récentes législations, de toute évidence, cette analyse n'a pas été faite, car on constate un impact négatif particulièrement pour les femmes et parfois même un net recul.

Prenons par exemple la réforme des régimes publics de pension, plusieurs éléments de cette réforme auront des effets directs sur l'autonomie financière des femmes et sur leur condition de vie à la retraite. . . .

Cela nous ramène à une éminente réalité : un programme d'action des Nations Unies, approuvé par les pays, ne revient pas à passer une loi, un engagement ferme d'agir mais c'est plutôt une obligation que le pays s'engage à respecter. Le rôle de l'AFEAS s'avère alors d'être de faire connaître l'importance de respecter les engagements pris et demander leur application. V. X. . . .

Il faut garder le moral, la détermination : en nous disant que «tant qu'on n'a pas baissé les bras, il n'y a pas d'échec».

Marie-Paule Godin



Femmes et développement régional

Depuis plus de trente ans, des associations féminines et féministes ou au «-m ut giuu^tj_u,c ik^uuppement, portent, sur la place publique, des revendications signifiant leur motivation et leur détermination à être entendues et considérées comme des à part entière : être partie prenante à la définition des orientations politiques, économiques et sociales, plus particulièrement celles touchant les conditions de vie et de travail, des femmes et, être aussi reconnues comme des partenaires indispensables au développement de leur communauté.

Par Jacqueline Nadeau-Martin

Perpétuelle remise en question et mobilisation

Traditionnellement très peu présentes dans les lieux de décisions et les lieux de pouvoir, les femmes s'investissent avec conviction dans des projets locaux, réclamant des changements pour une meilleure prise en charge de leur qualité de vie et de leur environnement. En quête de racines, d'appartenance, d'autonomie, par des pratiques alternatives d'intégration à leur milieu, elles négocient leur place à travers des expériences diverses : lutte contre la fermeture de paroisses, opposition à la fermeture d'écoles, de bureaux de poste en milieu rural, manifestation pour la venue d'industries... Elles interviennent auprès des instances décisionnelles pour éliminer toute forme d'exclusion, d'oppression, pour faire cesser les injustices sociales, les agressions, réclamant des lois qui garantissent le respect de leurs droits.

Remettant en cause les règles du jeu, questionnant les pratiques de dévelop-

pement du territoire, elles donnent un signal, elles sont «actrices» de leur devenir.

En s'opposant ou en appuyant les changements, en proposant des solutions qui tiennent compte de leur réalité et de leurs expériences, lofités ces revendications ne se font pas sans résistances. Des changements sont amorcés et initiés et ce, par le mouvement clés femmes. Cette force collective marque des points sur plusieurs plans. Les femmes sont-elles vraiment reconnues comme des «actrices du changement social» et des «agentes de développement»? Cet aspect semble peu documenté.

Rapport de recherche stimulant

Un rapport de recherche concocté par l'une des nôtres, Christiane Bérubé, ex-présidente provinciale à l'AFEAS, aborde cette question du rapport des femmes à la société, à l'État et à la région, dans un récent volume intitulé : «Femmes engagées : pour une pratique alternative de développement». Au-delà des concepts

I retenus pour mieux cerner le changement social et le développement, un chapitre intéressant trace succinctement j l'histoire du mouvement des femmes ou I Québec, en parallèle avec celui des régions et ce, en regard de cette «double quête d'émancipation, d'affirmation». La caractéristique particulière de cette recherche, et pour ma part, c'est ce qui lui donne ce piquant de dynamisme, c'est le choix de Pauteure de nous faire vivre cet apport des femmes à leur milieu, à travers des témoignages bien sentis, des bouts clé vie de quatorze femmes d'action de la région Bas-St-Laurent. C'est en suivant les chemins différents de ces «leaders-femmes», dont quelques-unes sont actives à l'AFEAS, que nous saisissons le cheminement stimulant de ces agentes cle changement et de développement.

Facteurs provoquant l'étincelle de l'action....

Autant de situations estimées problématiques ou inéquitable, autant de motifs à demeurer mobilisées. Le besoin de s'affirmer, le besoin d'être reconnue comme femme sont des éléments déclencheurs. Leur vision de développement social et économique livre «un message central : reconnaître la nécessité de la présence des femmes dans le développement du milieu, reconnaître leur rôle et leurs capacités à y oeuvrer. Le développement ne peut se faire sans les femmes. Ce mouvement est à peine amorcé en ce qui concerne la participation des femmes dans clés groupes à «caractère économique».

Préoccupations pour l'avenir

Réussir un meilleur partage entre les hommes et les femmes dans les lieux décisionnels, mettre en place clés conditions facilitantes pour une participation active des femmes au travail et dans des postes de responsabilités, réduire les injustices envers les femmes en situation de dépendance, de pauvreté, tenter de nouveaux rapports de partenariat, créer des réseaux de femmes, voilà un tour de piste très restreint des interventions à poursuivre.

La décentralisation des pouvoirs de l'État vers les régions oblige les forces vives à se manifester... nous les femmes !.

Fermez les yeux, Imaginez la volupté d'un morceau de chocolat qui *fond* doucement votre bouche, vos *yeux* éveillant la douceur et le bien-être de l'enfance retrouvée.



Par Luce Ranger Poisson

Aussi loin que me portent mes souvenirs, le chocolat est intimement lié au plaisir. Les matins de Pâques, la glace au chocolat des étés torrides, le chocolat chaud tout mousseux qui nous accueillait au retour de nos folles équipées glacées. Le bonheur!

Mais les goûts s'affinent et le chocolat de notre enfance ferait sans doute piètre figure face aux petits délices qui s'élaborent dans les chocolateries artisanes d'aujourd'hui. Il ne soutiendrait pas non plus la comparaison avec les gâteries qui nous arrivent de Belgique, de Suisse, de France ou de Hollande.

Une riche histoire

Il est paradoxal de constater que l'Europe domine maintenant un trésor dont l'Amérique lui a fait cadeau. En effet, c'est dans le bassin de l'Amazonie ou de l'Orénoque que les Mayas découvrirent, avant le VI^e siècle, les vertus des fèves du cacaoyer ou cacaoier qu'ils utilisaient non seulement dans la préparation d'un breuvage nutritif mais également comme moyen de paiement. Les Aztèques adoptèrent ces coutumes lors

de leur conquête du Mexique au XII^e siècle. Selon la légende aztèque, la semence du cacaoyer venait du Paradis et la consommation de ses fruits apportait sagesse et puissance.

Il semble que Christophe Colomb rapporta des fèves de cacao au roi Ferdinand lors de son quatrième voyage, mais elles furent ignorées au profit de trésors plus somptueux. En 1528, grâce à l'explorateur espagnol Hernando Cortez qui en avait découvert la magie auprès de l'empereur Montezuma du Mexique, le chocolat fait sa première percée en Europe. Des religieux, cachés dans des monastères, apprêtaient les fèves de cacao, ce qui permit à l'Espagne de conserver pendant près d'un siècle le secret du savoureux breuvage. Il semble que ce soit vers 1600, toujours en Espagne, que le chocolat a d'abord été fabriqué sous forme solide.

En 1615, Anne d'Autriche, infante d'Espagne, épouse Louis XIII de France. Dans sa corbeille d'épousée, elle apporte le chocolat et la cour de France goûte à son tour à cette boisson. La cour se divise en «chocolatphiles», qui affir-

ment qu'il guérit les maladies, et en «chocolatphobes» qui lui prêtent des pouvoirs maléfiques. L'épouse de Louis XIV, Marie-Thérèse, en imposera la mode à Versailles alors que le règne de Louis XV marque le début des confiseries à base de chocolat. Pendant ce temps, le reste de l'Europe découvre ce doux élixir et contribue à son évolution. Au début du XIX^e siècle, le chocolat connaît sa révolution industrielle et les grandes maisons font leur apparition : VanHoutenenHollande, Lindt & Sprüngli en Suisse, Suchard et Menier en France. En 1875, vin autre pas est franchi avec l'introduction du lait et des noisettes. La porte est ouverte à la créativité et la conquête du monde ne s'arrêtera plus.

Une industrie gourmande

Longtemps confinée à l'Amérique centrale et du Sud, la culture du cacao a maintenant gagné les Antilles, l'Afrique et l'Asie pour mieux répondre à une demande croissante. Globalement, les experts classifient le cacao en variétés nobles (Criollo), qui proviennent d'Amérique du Sud, et en variétés courantes de qualité moyenne (Forastero), qui originent surtout d'Afrique de l'Ouest et de l'Asie du Sud-Est. Chaque année, c'est environ 600 000 tonnes de fèves de cacao qui franchissent les étapes de la torréfaction, du broyage, du mélange, du conchage, pour se transformer en ces mille et un délices qui égayent nos fins de repas.

Le chocolat est bien plus qu'un aliment. C'est un véritable culte dont les fidèles se regroupent en chapelles : disciples du chocolat au lait ou apôtres du chocolat noir, adeptes clé truffes ou de bonbons fourrés défendent âprement les mérites de «leur» préférence. Mais tous reconnaissent ses effets toniques puisqu'il contient, nous dit-on, de la théobromine, qui agit comme la caféine, des vitamines B₁, B₂ et PP, du potassium, magnésium, calcium et fer. Qui plus est, les graisses de cacao sont des gras non saturés qui se digèrent facilement, à condition bien sûr de ne pas les alourdir de ganache au beurre!

Plus merveilleux encore, certaines études vont jusqu'à affirmer qu'il aurait des vertus aphrodisiaques car il renfer-



me une forte quantité clé phényléthylamine, une amphétamine produite naturellement par le corps. À l'approche du 14 février, pourquoi alors s'en priverait-on? Parce qu'il n'est pas interdit de conjuguer deux plaisirs à la fois, je vous propose donc une petite recette qui vous mettra en état de grâce, bon appétit et heureuse Saint-Valentin !

Références:

150 ans à vous Eure plaisir, Lindt & Sprüngli 1945-1995.

Pinardises, Pinard, Daniel, Boréal 1994.

Internet:

<http://godiva.com>

<http://perso.club-internet.fr/mcl/chocolal.html>

Chocolat

hgv ^ ? > :

1 paquet de pâte phylo
150 gr de beurre non salé, fondu
200 gr de chocolat au lait ou mi-sucré de qualité
framboises, bleuets ou ananas frais

E:y .C.v.j .- .tf-vti.

Étaler une feuille de phylo sur la surface de travail. Badigeonner de beurre fondu. Placer une autre feuille sur la première et badigeonner de nouveau. Répéter une troisième fois. Couper la pâte en 16 portions. Sur chacune, placer un morceau de chocolat et un ou deux fruits, selon la taille. Réunir les coins de chaque carré et presser fermement de manière à former une petite bourse. Placer sur des plaques à cuisson enduites de silicone. Cuire au four préchauffé à 375° environ 5 minutes. Saupoudrer de sucre à glacer et servir chaud.

Critères de recevabilité des propositions

Attention / Il y a des ..

Rappelons tout d'abord que les propositions qui s'adressent à des instances régionales ou locales ne sont pas soumises à l'étude de l'assemblée générale provinciale d'août. Ces propositions sont de la responsabilité du palier local et/ou régional. Elles doivent donc être acheminées à qui de droit et faire l'objet de pression ou d'un plan d'action par l'instance qui les a adoptées.

Par Marie-Paule Godin

vice-présidente provinciale

Les propositions de portée provinciale sont les avis de motion, les propositions de régie interne provinciale, les propositions touchant les valeurs à véhiculer à l'AFEAS, les positions déjà prises et les propositions s'adressant aux instances provinciales et fédérales. Celles-ci doivent cependant respecter les critères suivants pour être inscrites au cahier des propositions.

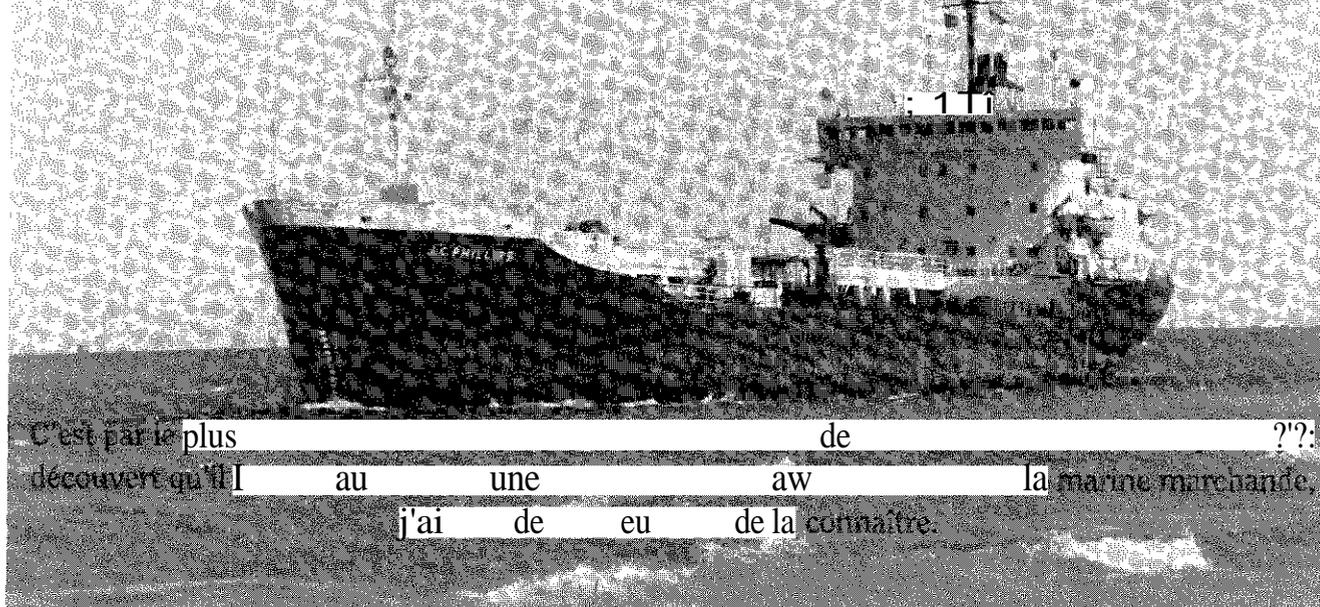
1. On accepte tous les avis de motion et les propositions de régie interne non reliées aux pouvoirs du conseil d'administration provincial.
2. On accepte les propositions reliées à la condition féminine. Définition de la condition féminine : les propositions reliées à la condition féminine doivent viser à l'avancement de la condition féminine ou avoir des répercussions spécifiques pour les femmes. N'entre pas dans cette catégorie toute proposition qui améliore la condition féminine de façon indirecte (par exemple, une proposition concernant des produits pharmaceutiques, l'environnement..)
3. On accepte les propositions reliées aux sujets d'étude de l'année en cours ou de l'année

précédente et, s'il y a lieu, du programme art et culture.

4. On accepte les propositions reliées à des projets régionaux auxquels des AFEAS locales de la région ont participé.
5. On accepte les propositions visant à modifier ou enrichir des positions déjà adoptées lors de congrès provinciaux (on devra cependant identifier ces positions).
6. On accepte les propositions visant à contrer la pauvreté chez les femmes.
7. On accepte les propositions qui, lors de la dernière assemblée générale provinciale, ont été retournées dans les régions.

Toute proposition de portée provinciale doit être adoptée par l'assemblée générale provinciale d'août pour devenir position officielle de l'association. Si elle est rejetée, elle ne peut être utilisée, ou acheminée à qui que ce soit et cela même si elle a été adoptée au palier local et régional. Il en va de la crédibilité de l'AFEAS qui repose sur le respect de la démocratie vécue dans notre Association.

Capitaine au long cours Manon Turcotte



C'est par le plus de ?
découvert qu'il au une aw la marine marchande,
j'ai de eu de la connaître.

Par Christine Marion

Manon a 32 ans et elle exerce sa profession depuis 1985. Elle a fait ses études à l'Institut Maritime du Québec, à Rimouski, où elle a suivi le cours de Technique Maritime en option navigation. C'est une technique qui dure trois ans, auxquels s'ajoute un an de stage. Celui-ci est distribué en petits blocs sur toute la période d'apprentissage académique. Les étudiantes et les étudiants qui suivent cette formation sont appelés à devenir capitaines au long cours, mais ils ne le sont pas dès la sortie de l'école. Dans le monde maritime, il faut faire ses preuves en mer avant de pouvoir prétendre à ce grade. On commence donc comme troisième officier, puis deuxième et premier officier pour finalement devenir capitaine. Et plus on gravit les échelons, plus les responsabilités sont grandes. Manon est actuellement premier officier et deviendra éventuellement Capitaine.

De ses années de formation, Manon garde d'excellents souvenirs. Certes, il n'y a pas beaucoup de filles qui partagent sa passion, mais elle n'est tout de même pas la seule à l'école. «Je ne me souviens pas d'avoir connu de difficultés reliées au sexisme» dira-t-elle. «Bien sûr il peut y avoir eu quelques blagues, mais rien de bien méchant». Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un monde d'hommes. Ainsi, on ne dit pas «première officière»; heureusement, avec «Capitaine» on retrouve un langage inclusif!

Une journée type

«Quand on est en mer, on travaille 8 heures par jour, mais ces heures sont réparties en deux quarts», explique Manon. Pour sa part, elle fait le quart de 4h00 à 8h00 le matin et celui de 16h00 à 20h00. Elle navigue sur un pétrolier de 450 mètres qui appartient à la compa-

gnie Socnav. C'est donc dire qu'elle navigue surtout dans le golfe et sur le St-Laurent, sur les Grands Lacs et dans l'Arctique. Lorsque son navire est en mer, elle est responsable de la navigation. Elle travaille dans la timonerie où elle dirige le bateau et donne les ordres à l'homme de roue (pardonnez-moi ce langage sexiste). Lorsqu'ils sont à quai, elle est responsable de la cargaison. C'est elle qui décide de l'ordre de chargement et de déchargement, et qui décide du moment où il faut ouvrir ou fermer les valves. Elle est également responsable des mesures de sécurité et des opérations d'entretien du navire. Et toujours elle a des subalternes qui travaillent sous ses ordres.

Lorsque je lui demandé si elle avait eu du mal à asseoir son autorité sur ses subalternes masculins, Manon Turcotte m'a répondu «Non!» sans aucune hésitation. «La marine marchande, même si on

Dans Se monde maritime, il faut faire ses preuves en mer avant de pouvoir prétendre à ce grade.

Manon est actuellement premier officier et deviendra éventuellement Capitaine.

n'y porte pas d'uniforme, est un milieu très hiérarchisé où l'on ne remet pas en question les ordres de ses supérieurs. Cette pratique m'a sans cloute aidé». Avec les membres d'équipage Canadiens elle dit n'avoir jamais eu de problème. Mais, avec des membres d'équipages d'ailleurs, il lui est arrivé de sentir une certaine réticence, même si on a toujours obéi à ses ordres. «C'est sans doute une question de culture» dira-t-elle, avec beaucoup de philosophie.

Outre les responsabilités décrites plus haut, notre jeune «première offcière» a également beaucoup de documentation à tenir à jour. Il arrive donc souvent qu'elle travaille plus que huit heures par jour. «Le plus difficile c'est qu'on ne décroche jamais» dira Manon. Carmême si elle n'est pas en service, elle est toujours à bord du bateau durant toute la durée du voyage. C'est un peu comme un ouvrier qui coucherait à l'usine en somme. Et ces voyages, justement, sont très longs : de deux à trois mois en moyenne. Ces périodes sont généralement suivies de 4 à 6 semaines de repos, après lesquelles Manon repart.

Organisera sa vie

Ces absences prolongées obligent Manon, et tous ceux et celles qui oeuvrent dans le même domaine, à avoir beaucoup d'organisation. «Quand tu n'es pas là, il faut quand même que le loyer et les comptes se paient» explique-t-elle. Pour nombre de ses confrères, c'est la conjointe qui assume ces tâches. On touche d'ailleurs à l'un des freins le plus important à la venue des femmes dans ce genre de profession puisqu'il semble bien que les hommes soient moins enclins à attendre une femme qui navigue que l'inverse.

«Pourtant, la compagnie pour laquelle je travaille est très ouverte à la présence des femmes officiers sur ses navires. On peut même, sans problème, prendre un congé de maternité et revenir; notre place nous attend. Quand j'ai



Manon Turcotte

commencé à naviguer, nous étions quatre filles officiers. Mais maintenant, je suis la seule.» C'est qu'il est bien difficile de concilier la vie de mère de famille et celle de marin. Celles qui s'y sont risquées n'ont pas tenu le coup car elles s'ennuyaient trop de leurs enfants. Ces femmes continuent de travailler dans le domaine maritime, mais elle ne naviguent plus,

«Il faut vraiment adorer ce genre de vie pour persister, me dira Manon, et il faut savoir s'entourer de personnes qui sont capables de l'accepter». Elle travaille sur appel et peut partir du jour au lendemain. «Je peux avoir mangé avec des amis la veille et le lendemain à l'aube être partie, sans même leur avoir dit au revoir !» Pas question non plus d'avoir d'animaux domestiques si on vit seule. Les pauvres mourraient de faim. «Mais moi je ne me verrais pas ailleurs que là !» s'exclame Manon.

Ses modèles

Justement, qu'est-ce que ça prend pour devenir une bonne capitaine au long cours ? Il faut avoir le goût de l'aventure et du plein air, mais il faut aussi être responsable. «Et il faut aimer les mathématiques car on fait beaucoup de calculs !» ajoute Manon. Mais, à part ces préalables, qu'elle a découverts avec l'orienteur à l'école secondaire, rien ne laissait prévoir que Manon embrasserait une telle carrière. En fait, c'est par un garçon du secondaire V qui s'apprêtait à entrer à l'Institut Maritime qu'elle a,

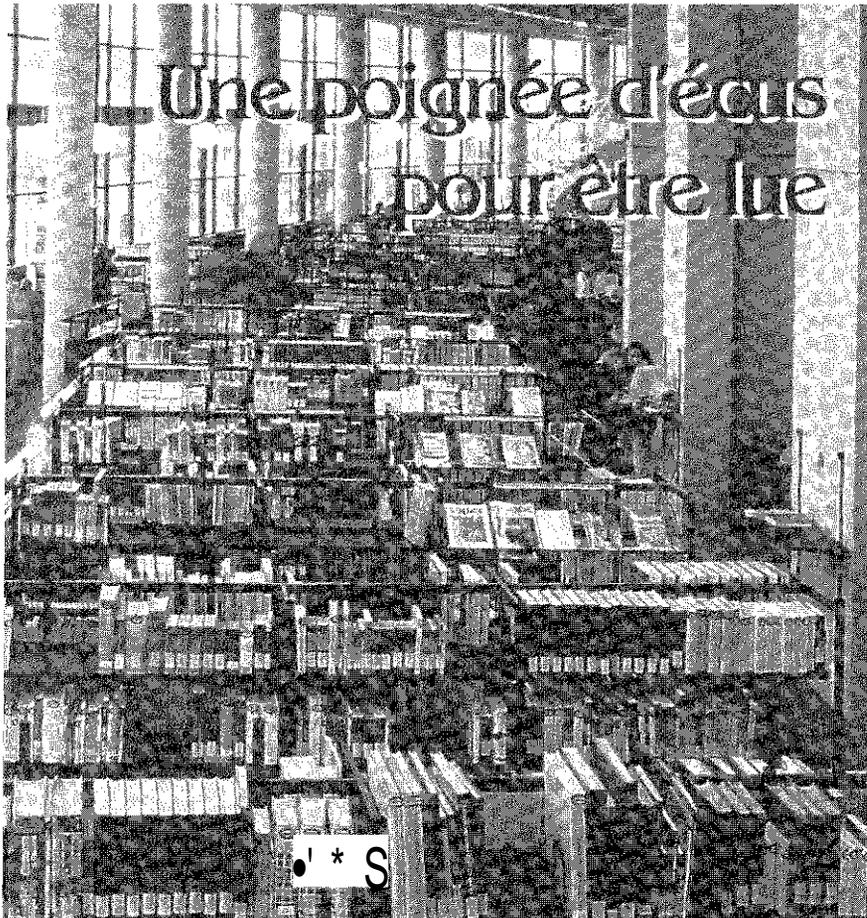
pour la première fois, entendu parler de cette école.

Après avoir obtenu des renseignements qui lui laissent croire que la navigation était la profession qu'il lui fallait, Manon Turcotte en parle à ses parents. «Je l'ai fait en toute confiance car mes parents ont toujours été très ouverts. Pour eux, l'important était de nous savoir heureuses et heureux dans un métier qui nous permettrait de bien gagner notre vie. Il faut dire que Manon est la fille de Lydia Turcotte, conseillère à l'exécutif provincial de l'AFEAS.

«À la maison, nous étions quatre filles et un garçon et, pour autant que je sache, il n'y a pas d'autre officier de marine que moi dans la famille», affirme Manon. Selon elle les modèles ne sont donc pas essentiels. Beaucoup de ses collègues, surtout les filles, n'avaient d'ailleurs pas de modèles. L'ouverture d'esprit et les encouragements de l'entourage, tant familial que professionnel, sont cependant déterminants. «J'ai eu la chance de faire mes stages dans des milieux où c'est la compétence qui comptait, et rien d'autre. Sans cet encouragement venu de mon milieu de stage, et sans l'ouverture d'esprit de mes parents, j'en aurais peut-être pas persisté.»

Au passage, Manon Turcotte a détruit un autre de ses préjugés en déclarant qu'elle a le mal de mer. «Pas tout le temps heureusement ! me dira-t-elle. Sinon je ne serais plus là !» Car le mal de mer ou pas, quand c'est le temps de prendre son quart, il faut y aller. Et quand je lui ai dit qu'elle est une fille qui sort de l'ordinaire, elle m'a répondu : «Vous savez, la vie d'officier et l'aventure quand vous êtes au quai d'Ultramar, à Saint-Romuald, à vous faire geler les pieds pendant qu'on prend un chargement... Bof ! C'est un métier comme un autre, avec ses joies et ses misères.»

Je persiste tout de même à croire que Manon Turcotte est une femme exceptionnelle !.



«Une oeuvre sans auditoire est
 > k " In" if r-f i>N», '(t*!fi (ii («II
 <• i'<< I i>»" ii •[!f<(i' -i; T c ,AOii
 KitiUi' i/i , V5i!U)»«' VUli Ut >
 (>«• k » 'nil'! . : -!'_ ';>!' ifc ' I
 <'! " (i.e.H' W, III. I i II <jih'i* J,
 public. Malheureusement, si
 vous êtes de celles qui rêvent
 de joindre les rangs de ces
 auteurs illustres ou, plus
 simplement, de publier leurs
 '• !ii'., u.f.«.)' ' qu'iui loii'i
 |.t ii)>|, -Antf, cdi^i-.i Irony,-"
 Kite («!,s , -!> iSVtrjiii, >,i |>(c'-(t.-)
 nu, .«a 'in ;/!, ind.vo »i" i ;h*til l.;
 «ja^ ' /!><»;, \ ;> ", {r.iii,, |>s.^ (iii-:ii.
 hi'-n K icy i « I'MU e* j-loii Id tjHi
 V(>II., "<)U", f.ii'^X'H" pi (if 'itC
 i<;iitc» '!>»! l'édition » i onipk-
 el'niM on poi l'auio édillon.

Par Hélène Lapointe

Chaque année, des milliers de manuscrits sont soumis aux maisons d'édition québécoises. De ce nombre, cependant, bien peu trouvent preneur. En fait, la proportion de manuscrits publiés par rapport au nombre de textes présentés serait «infime», d'après Benoit Prieur, chargé des communications à l'Association nationale des éditeurs de livres. Ce serait notamment le cas pour le roman, la poésie et l'essai, secteurs jugés particulièrement difficiles.

Bien qu'ils occupent la plus grande part du marché, les éditeurs commerciaux ne sont toutefois pas seuls. Dans ses *Statistiques de l'édition au Québec en 1994*, la Bibliothèque nationale du Québec rapporte en effet qu'ils ont publié 48,1% des 9405 titres recensés cette année-là, soit 4 522. Le reste du marché a été principalement occupé par des institutions et des organismes tels que le gouvernement du Québec,

les maisons d'enseignement et des associations diverses, alors que 5,7% des titres ont été publiés par des éditeurs qualifiés d'«autres» par la Bibliothèque nationale.

Des alternatives

Il existe donc plusieurs avenues pour qui veut rendre son oeuvre publique. À l'édition traditionnelle, dite à compte d'éditeur, s'ajoutent également l'édition à compte d'auteur et l'auto-édition, deux formules que les gens ont souvent tendance à confondre. Paul Désalmancl, dans un ouvrage intitulé *Guide de l'écrivain*, établit clairement la distinction entre les deux.

Dans le premier cas, vous vous chargez de la partie rédactionnelle, alors que l'éditeur s'occupe du reste : fabrication du livre, entreposage, promotion et vente. Toutefois, comme l'expression «à compte d'auteur» le laisse entendre,

c'est vous qui assumez les coûts de l'opération. Dans le cas de l'auto-édition, c'est encore vous qui payez, sauf que cette fois, vous vous accordez en prime la responsabilité de veiller vous-même à la réalisation de toutes les phases de votre projet : choix d'une imprimerie, composition, mise en page, correction des épreuves, détermination du tirage, promotion, commercialisation, etc.

Vous pouvez aussi, comme l'explique Sylvie Bergeron, présidente de l'Association des auteures et auteurs des Cantons de l'Est, décider de créer votre propre maison d'édition. Mais si le but poursuivi par celle-ci consiste à publier vos propres écrits, cela demeure de l'auto-édition.

Plusieurs raisons peuvent inciter quelqu'un à se tourner vers l'une ou l'autre de ces formules. Les multiples refus enregistrés auprès des maisons d'édi-

tion constituent une de celles-là. À ce propos, Rosé-Marie Lafrance, directrice du Service des droits à l'Union des écrivains et écrivains québécois, observe que le manque de qualité n'est pas le seul motif à être considéré. Un manuscrit peut très bien ne pas avoir été retenu parce qu'il portait sur un sujet très pointu, souvent peu rentable. «Les éditeurs sont inondés de manuscrits chaque année, alors que le marché est restreint au Québec», poursuit-elle. Ceux-ci ne sont donc pas toujours prêts à assumer les risques liés à la publication d'une oeuvre plus marginale. Cette notion de risque interviendrait également avec les nouvelles «plumes», celles qui n'ont jamais publié. Une participation financière de leur part viendrait néanmoins diminuer ces risques pour la maison d'édition.

De son côté, Sylvie Bergeron affirme que les personnes en quête d'éditeur doivent faire preuve de beaucoup de patience. «Cela peut prendre jusqu'à six mois pour recevoir un accusé de réception», note celle qui est aussi directrice du Salon du livre de l'Estrie. L'attente entre la fin de la rédaction d'une oeuvre et sa publication risque donc d'être très longue, surtout lorsque le manuscrit est refusé par une maison et qu'il faut répéter la démarche auprès de plusieurs autres.

Le de la médaille

Dans ces conditions, l'édition à compte d'auteur et l'auto-édition peuvent apparaître alléchantes, notamment parce que les délais de production se trouvent considérablement réduits, si vous disposez déjà de l'argent nécessaire, et que l'étape incontournable du comité de lecture disparaît. Les deux formules comportent toutefois des désavantages qu'on se doit de connaître.

Selon Paul Désalmand, «les déçus du compte d'auteur sont légion». Cette déception peut parfois trouver son explication dans l'aspect «amateur» du livre, mais aussi dans les faibles ventes enregistrées. M. Désalmand soutient que l'éditeur n'a que faire que le livre se vende ou pas. Comme il n'a pris aucun risque financier, il ne tient pas à s'impli-

quer vraiment dans la vente, notamment en investissant dans la promotion, de façon à ne pas entamer le bénéfice enregistré lors de l'impression.

Sylvie Bergeron précise que «la participation financière des auteurs varie selon les maisons d'édition auxquelles ils s'adressent». Parfois, ils sont appelés à assumer tous les frais, alors qu'en d'autres moments, on leur demande plutôt d'acheter un certain nombre d'exemplaires. Ce qui, dans certains cas, finirait souvent par équivaloir au coût d'impression du livre !

L'auto-édition, pour sa part, se révèle particulièrement exigeante sur le plan des efforts à investir, compte tenu que c'est vous qui vous occupez de tout. Paul Désalmand souligne que la réussite, dans ce domaine, «repose sur un travail constant, opiniâtre». Il ajoute qu'il faut également «posséder un minimum de compétences techniques», de façon à éviter le «côté amateur désolant» de certains volumes.

L'un des problèmes importants rencontrés par les oeuvres éditées à compte d'auteur ou auto-éditées résiderait toutefois dans le peu d'écho qu'elles reçoivent de la part des médias. «Dans l'esprit des critiques, l'écrivain à compte d'auteur est quelqu'un qui, ayant été refusé partout, a payé pour avoir son nom sur une couverture», estime M. Désalmand, dont l'ouvrage a été publié chez Marabout. Ceci expliquerait le peu, pour ne pas dire l'absence d'intérêt des critiques littéraires à l'égard de ces publications, livres auto-édités inclus, et la ténacité de leurs auteurs et auteurs pour vaincre la résistance des médias. Car il va sans dire, comme le constate judicieusement M. Désalmand, qu'«un livre dont personne ne parle [...] a peu de chances de se vendre».

Heureusement, il existe des exemples de réussite en matière d'auto-édition au Québec. L'autobiographie de Marguerite Lescop, ayant pour titre «Le tour de ma vie en 80 ans», est de ce nombre. En octobre dernier, les ventes du livre avaient atteint les 20 000 exemplaires. Selon Mario Parent, dont la thèse de doctorat a porté sur «l'auto-édition littéraire au Québec au 20^e siècle», un



auteur fait un «tabac», chez nous, dès qu'il vend plus de 5 000 copies de son ouvrage.

Un choix difficile

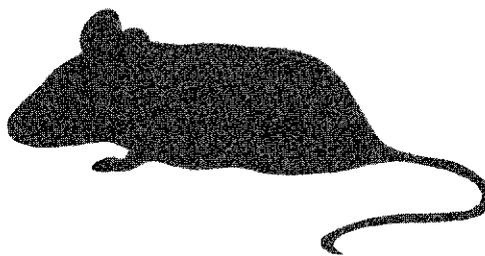
Vous voulez être publiée et ne savez quelle voie privilégier ? Le choix n'est pas nécessairement facile à faire. Ainsi, Paul Désalmand laisse entendre que malgré tout le travail qu'elle comporte, l'auto-édition peut vous permettre de «récupérer votre investissement et même de gagner de l'argent puisque votre marge sur chaque livre est nettement supérieure au pourcentage que verserait un éditeur traditionnel ou même un [...] éditeur à compte d'auteur».

Sylvie Bergeron semble pour sa part privilégier l'édition officielle : «Publier dans une maison reconnue, c'est peut-être long, mais ça vaut le coup. De cette façon, l'auteur peut se concentrer sur sa tâche principale : écrire. Et demeurer admissible aux bourses, prix littéraires et subventions».

Suite à la page 17

UN CLIC DE

et le



est au bout de nos doigts!

espèce de
dont on ne
sur la

désormais se

de
: un

de

à l'ordinateur, Il suffit de «cliquer»

Des hommes et des femmes, pilotés par des souris, voyagent partout autour du globe. Mon, il ne s'agit d'une nouvelle

d'un accessoire

Par Michelle Houle

L'autoroute, de l'information

Aujourd'hui, de nombreux réseaux de communication tissent leurs toiles autour de nous : réseaux téléphoniques, câblodistribution, télévision directe, technologies sans fil (téléphones cellulaires), réseaux informatiques, et, le réseau des réseaux, Internet.

On n'y transporte pas des personnes ou des marchandises mais quelque chose d'important pour l'économie et la qualité de vie des citoyens et citoyennes de toute la planète : de l'information, la matière première du savoir¹⁰.

Un exemple : quand vous déposez un chèque par guichet automatique ou que vous payez votre épicerie par paiement direct, vous empruntez, sans vous en rendre compte, une autoroute informatique, c'est-à-dire un vaste réseau qui relie des caisses populaires, des banques, des commerces et des milliers de personnes utilisatrices.

Si le contenu qui circule sur ces réseaux est impalpable, les composantes sont tout-à-fait matérielles : ordinateurs, téléviseurs, téléphones. Chaque type d'information possède sa propre voie, évitant l'encombrement et les embouteillages.

On est véritablement comme sur une autoroute ! Des fils, des câbles, des ondes, des fibres optiques, des antennes, des satellites, des centres de contrôle jouent le rôle de voies d'accès et de routes. Ils permettent le transit des signaux d'information et servent de bretelles de service entre notre maison et l'extérieur.

à plus de 40% les personnes qui l'utilisent. Leur grande nouveauté c'est que, selon les besoins, les ordinateurs peuvent être indépendants ou fonctionner en réseaux.

Grâce à un petit appareil, le modem (modulateur-démodulateur) un dialogue peut être établi entre l'ordinateur et les autres technologies ainsi qu'avec

Les ordinateurs personnels aujourd'hui sur le marché sont 50 000 fois plus puissants qu'ENIAC, le premier calculateur électronique à avoir été mis au point par l'armée américaine, en 1946. Ils sont aussi 1 000 fois plus efficaces.

Le développement technologique dans ces domaines est phénoménal et les entreprises qui se disputent le partage de ces territoires se livrent des luttes sans merci. On prévoit d'ailleurs qu'une vingtaine d'années seront nécessaires pour que l'autoroute de l'information ou l'inforoute fonctionne complètement.

**Au coeur inforoutes,
l'ordinateur**

Aujourd'hui, 25% des foyers québécois en sont dotés. Au travail, on estime

tous les autres ordinateurs de la planète. C'est l'ouverture vers le village global !

Le cyberspace

Circuler sur l'autoroute de l'information nous mène dans le cyberspace qui décrit tous les lieux virtuels, donc non matériels, que les réseaux d'ordinateurs peuvent rejoindre. Parmi eux, le lieu de prédilection est sans contredit Internet, appelé aussi le NET.

Plus d'une trentaine de millions de personnes à travers le monde y sont

reliées et accèdent à ses multiples services : échanges individuels avec d'autres personnes, groupes de discussions, banques de données d'une grande variété, service clé courrier électronique. De plus, des outils sont disponibles pour ramener sur son ordinateur personnel des informations qu'on souhaite récupérer et, au besoin, imprimer.

Une sur Internet...

Il suffit de « cliquer » avec la souris sur des mots et des images et de frapper quelques touches de clavier pour pénétrer dans les plus grandes bibliothèques ou pour se promener dans les rues de la ville de nos rêves.

Bien au chaud, chez soi, rivée à son écran d'ordinateur, il est possible d'escalader une cime enneigée, de visiter un site historique réputé, de participer à une discussion sur son passe-temps favori. Des malades peuvent bénéficier des conseils d'un groupe de soutien. Instantanément, il est possible de transmettre du courrier à des correspondants et correspondantes partout dans le monde. Littérature, sport, médecine, actualité, sciences... tous les champs d'intérêt sont couverts.

Les femmes boudent-elles Internet ?

Au Québec, elles ne forment que 18% des internautes. Comment expliquer qu'elles soient ainsi moins nombreuses à succomber aux charmes du monde virtuel ? Manque de temps, partagées qu'elles sont entre mari, boulot et enfants ? L'ordinateur représente-t-il pour elles davantage un outil de travail qu'un jouet et un loisir ?

L'engouement moindre manifesté par les femmes reflète le rapport traditionnel des femmes avec les technologies. « Nous avons encore tendance à voir les ordinateurs comme « une affaire de gars ». Tout nous incite d'ailleurs à le voir ainsi, de la publicité aux jeux électroniques en passant par les articles dans les magazines d'informatique qui, en majorité, sont pensés en fonction d'un auditoire masculin » constate l'informaticienne Karen Coyle. Elle conclut qu'il n'en sera pas ainsi indéfiniment. Les petites filles apprennent désormais à se servir de l'ordi-

Qui sont les internautes ?*

Selon une étude publiée en novembre, l'internaute québécois moyen est un homme (82%) assez jeune (54% sont âgés de 25 à 44 ans), possédant un haut niveau de scolarité (50% ont complété un bac) et bénéficiant d'un revenu annuel élevé (autour de 50 000\$).

* Les Affaires, Michel Cartier, *L'Internaute : un homme jeune, scolarisé, à l'aise*. 23 novembre 1996.

nateur. « Plus spécifiquement, il convient de leur enseigner à explorer les ordinateurs d'une manière qui leur est propre ».

Des enjeux

L'accessibilité, est pas le moindre. Il faut avoir les moyens pour se brancher ! Le clivage entre personnes branchées ou non risque de reproduire celui entre riches et pauvres et d'accentuer les différences entre classes sociales.

Autre point faible : la confidentialité. Les lois actuelles n'ont guère de prise pour protéger les renseignements personnels - dossiers de crédit, habitude de consommation, état de santé. Ils peuvent se retrouver dans des banques de données où n'importe qui peut puiser...

Autre enjeu pour nous francophones : l'autoroute de l'information circule le plus souvent en anglais. Plus de 90% de ce que l'on trouve sur Internet est en anglais. Et son contenu n'est pas toujours acceptable... Pornographie, propos haineux et discriminatoires peuvent voyager sans frontières, malgré les interdits légaux.

Des solutions sont en voie d'élaboration : diminution des coûts, cafés-internet pour favoriser l'accès à un plus grand nombre de personnes, traduction intégrée, tentative de législation pour censurer le contenu.

D'autres impacts

L'inforoute permet une ouverture vers le monde. Mais qu'en est-il de la solitude vécue devant une machine, aussi sophistiquée soit-elle ? Les liens développés avec des personnes partageant des intérêts identiques augmente-

ront-ils l'indifférence à l'égard de la famille et du voisinage immédiat ? Malgré l'étendue de sa portée, l'ordinateur peut favoriser la passivité et limiter la capacité de socialisation.

Après l'engouement pour le visuel, on revient au monde alphabétique. Internet offre un éventail inépuisable de connaissances. Ce savoir creusera-t-il davantage le fossé entre les personnes ou sera-t-il au contraire gage de leur égalité ? L'avenir seul apportera la réponse.

Un à relever

Le monde des communications est en pleine ébullition ! Que l'on vive à Trois-Rivières, à Québec ou dans un village de l'Abitibi, toutes nous sommes rejointes.

Il est encore possible de se sentir peu sollicitées par les multiples attraits de l'Internet. On peut être rendue à des étapes préalables : celle d'appropriation de l'informatique sous ses formes les plus usuelles comme le fonctionnement des appareils électroménagers et des audiovisuels. On peut être rendue à s'initier à l'utilisation des guichets automatiques ou à celle de l'ordinateur.

Chose certaine, il est temps que nous, les femmes, prenions notre place face à ces nouvelles technologies. Pour bénéficier de leurs avantages mais aussi, pour y apporter notre spécificité et y véhiculer nos espoirs et nos préoccupations.

(1) Éditions Pierre Tisseyre, *L'autoroute de l'information vers le village global*, Mario Masson, 1995.

(2) *La Presse*, Pascal Lapointe, *Où sont les femmes ?* 2 octobre 1996.

LE DICTIONNAIRE ET LE « JOUAI »

Par Louise Lippe Chaudron

Les premiers arrivants français parlaient une langue que nous croyons avoir conservée ! Ce n'est vrai qu'en partie ; comment pourraient-ils s'y retrouver, les pauvres, dans la langue **jouai** que dénonçait le Frère Untel, au début des années '60 ?



La ... de les jours

La prononciation molle et l'habitude d'escamoter les lettres et les mots prive le langage parlé de ses pronoms personnels ; ils sont ravalés et deviennent un quasi jargon. Citons : le *chu* (pour je suis), le / (pour il ou ils) le a (pour elle) et le on (pour nous) qui sont répandus chez nous.

Dans son livre, *Anna brailé ène shot*, Gorges Dor¹ soutient qu'une langue **parlée à peu près**, ne peut conduire qu'à une expression écrite **à peu près**, appauvrissant ainsi la communication. Il dénonce le français parlé, surtout à l'école. Pour lui, il ne s'agit pas d'accent ou d'expressions régionales qui colorent la langue, mais bien de mauvaise prononciation, de mots escamotés, de tournures de phrase déformées. Le « *jouai* devient une pâte informe », On se comprend entre nous... Ainsi, le *t'sé* s'y Veux dire, le *on oué ben*, *icite*, camouflent un vocabulaire réduit.

Les jurons eux-mêmes (les fameux sacres...) servent de verbes, d'adjectifs ou de noms communs : par exemple **j'étais en beau jouai vert !** Certaines expressions sont intraduisibles : **inqueàouère on oué ben !**

Il n'est pas toujours facile de s'y retrouver, même quand on est Québécois de souche ! Qu'en est-il alors, des francophones d'autres souches ?

Le ... des autres

On peut crier à la faiblesse de l'enseignement ; les échecs scolaires sont un indice de la pauvreté du français écrit et par conséquent, parlé.

Mais qu'en est-il des modèles qu'on nous propose à latélé ; l'humoury/i/stepoi/rr/re, les téléromans et bien d'autres émissions nous font entendre une langue d'une qualité plutôt débilante !

Avouons notre manque de rigueur, à nous, les adultes. Nos ancêtres nous ont laissé une langue souvent plus riche de mots et d'expressions locales. Leur accent n'avaient rien duyoua/d'aujourd'hui. Mais il est encore temps de relever nos manches et de nous y mettre, si, pour vous, **c'est ben d'adon !**

AMUSON^s - NOUS UN PEU !

Variation sur un verbe qui n'existe dans aucun dictionnaire : pogner.*

Cherchons le sens des phrases suivantes¹ :

M'a te pogner !

C't'une fille qui pogne

Y pogne les nerfs

J'ai pogné mes affaires pis j'ai sacré mon camp !

Pogne la balle

Quosse qui t'pogne, toé ?

J'ai pogné un ticket!

Y s'est fait pogné !

J'ai pogné des billets pas mal loin !

La maison a pogné en feu !

Y est venu ben proche de pogner le fossa !

Quin pognés icite !

* En passant, saviez-vous que **dico** se dit aussi pour dictionnaire et ça, c'est dans le Larousse !

Grrrr,... M'en va ie pogner !



¹Georges DOR: *Anna brailé ène shot* (Elle a beaucoup pleuré). Essai sur le langage parlé des Québécois ; 1996, Lanctôt Éditeur et Georges Dor, 191 p.

JEU : Y AURAIT-IL DU JOUAL CHEZ SOI ?

Traduisons quelques expressions dont la plupart sont tirées du livre de Georges Dor

Toé, mèque ch't'attrape !
J'ara don dû,
Quos qu'a fa là ?
Quos qu'a veut, elle ?
Chu t'assez content.
Su quel bord qu't'é ?
T'sé veux dire ?
Ousque tu vas ?
M'a g'y aller t'a l'heure.
A veut pu me ouère.
Passe-moé la chauxère pi la hose.
Le gas que je travaillais pour...
Quosqu'y veut ?
Que ch'te oueille donc ouère !
Ta me tu là ?
A m'énarve quan qu'a chante !
A sma à rire, pis à m'sort des affères !
C'ta drôle !
Gad! Gad là!
Faut que j'g'y aille, mon boss veut moère.
C't'à côté du magasin de meub.
A m'a dit qu'y ava dit qu'à l'ava fini.
Y veut saouère quossé qu'a fa pi quosqu'a dit.
A fa dur quand a braille.
Quossé qu'tu dis ?
La nature, ça la l'avantage d'êt'e ben beau.
Le frança, c'é pas évident !



i ødættæ, élis 'io±
•np uaiq s/Bjne,r
l E?/ 'el/e-;/B/ ano
<j ajip ana-fnaA ano
•juafuoo }UdLuana{ s/ns øf
i, nt-sa aiço larvb ag
6 n}-spuajdiuoo aoi no <• ejip xnaA alanb ao HI-Slæs
i n}-SBA no
•a/net,/ e }no} lta,r
•JlØA auj snfd insA au au Ellø
•a6BsojJB,p neAøq ai }a nsas ai iouj-auuoQ
•••uJiBd uaiouB UOLU no SIBHIBABJ} afinb mod adÂi 97
i n-tnaA anç>
i SIOA A,} af &nb no auuajdAj afanç)
l BJajia-}sa ajai BJ_
Ça m'énarve de l'entendre chanter !
j sasoijo sap ajip aoi ta aju B asiui isa,s a/g
C'était drôle !
Regarde ! Regarde là !
•JijBd atu inaA uijjBd UOLU }ai/ B A siop ap
C'est à oot(ou)naai ap uiseBsui np a'oo E
•auilujaf fiBAB a/ia.nb fip B,LU ø/g
'HP a/fân b ao :a :e/ a/la,nib> ao apuewap //
'ajna/d a/ia puenb a/qiua disa a/g
j sip ni anb do-}sa,no
'elle }uai }sa ajn}eu BI
l'ange difficile ! a- }sa SIBÔUBJJ



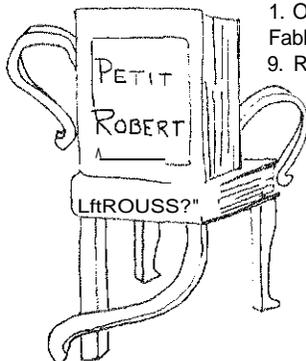
SOLUTION DES MOTS CROISÉS Cahier art et culture, février 96

Horizontal.

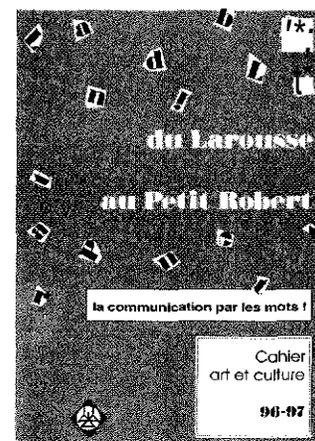
1. Biographie. 2. Journal. 3. Ode. 4. Nouvelles, 5. Et. 6. Roman. 7. Pub. 8. Leclerc, 9. Plume.

Vertical.

1. Odysée. 2. Muse. S.Robin. Poème. 4. Bible. Fable. 5. Voyages. 7. Larousse. 8. Editorial. 9. Robert. 10. Quichotte.



Ça n'a rien de difficile !!!



Être présente, là où il faut...!

On se surprend parfois à rêver, que noire association fait la page couverture des grands quotidiens ou les manchettes des bulletins télévisés et que tout le Québec en même temps, découvre l'importance de nos actions et la crédibilité de notre groupe... Mais, la réalité est toute autre! Si les médias ne nous accordent pas autant d'attention qu'on le désirerait, l'APEAS reste très active dans les débats d'actualité et solidaire de l'ensemble des groupes de femmes.

Sommet sur l'économie et l'emploi

Lors du sommet socio-économique organisé par le gouvernement du Québec à l'automne 96, les membres du secteur sociocommunautaire, forts de l'appui de plusieurs groupes dont l'APEAS, défendaient la clause d'appauvrissement zéro.

L'APEAS a appuyé cette clause qui visait à empêcher que, dans le cadre de l'objectif d'élimination du déficit, des décisions gouvernementales ne viennent appauvrir encore le cinquième le plus pauvre de la population. À la demande urgente des représentantes et représentants du socio-

communautaire, l'APEAS a adressé une lettre au Premier ministre pour lui indiquer que nous trouvons indispensable l'adoption de la clause d'appauvrissement zéro «pour faire du Québec une communauté où l'on partage la richesse et l'emploi, où l'on favorise l'égalité des chances et le respect des droits individuels et collectifs. Un Québec où les personnes sont notre capital le plus important.»

Le refus d'engagement ferme du gouvernement oblige les groupes à continuer leur mobilisation après le Sommet et nous serons du nombre. Les enjeux soulevés par l'économie sociale, la réforme de la

fiscalité, la politique familiale, la réforme de la sécurité du revenu constituent des défis importants pour les groupes.

Au groupe des 13, l'APEAS fait valoir ses dossiers, s'engage dans une démarche de solidarité avec les autres groupes de femmes, se renseigne sur les dossiers en constante évolution et surtout influence les décisions, car le membership et la crédibilité de l'APEAS sont indéniables.

Équité salariale

Des salaires justes et convenables s'attaqueraient à la pauvreté des femmes. Aussi, la loi sur l'équité salariale,

adoptée le 21 novembre 96 par le gouvernement du Québec, apporte un espoir aux femmes qui occupent des emplois souvent sous évalués et mal payés.

L'APEAS est membre de la Coalition sur l'Équité salariale et défend nos positions. *Nous devrions être fières de cette loi, résultat du travail et de l'acharnement des femmes. C'est une victoire et un bel exemple de solidarité... Le message est lancé... L'APEAS est active partout... À nous d'en parler dans nos groupes locaux et régionaux; ainsi, on comprendra mieux le type de visibilité de l'APEAS !*

Le féminisme a-t-il un âge?

Michelle Houle-Ouellet, coordonnatrice

Pourquoi appartenir à une association comme l'APEAS? Est-ce aussi nécessaire aujourd'hui qu'il y a trente ans, lors de l'Année internationale de la femme? Un tel engagement peut-il se réaliser de la même façon?

Des demandes d'il y a 30 ans...

Se souvient-on des demandes réclamant l'abolition de l'obligation de suivre son mari pour le choix du lieu de résidence de la famille? À celle concernant la déséxisation des rôles dans la famille, à l'école... à la réclamation d'un salaire égal pour un travail égal. Et combien d'autres...

L'enthousiasme et la fer-

veur soutenaient cette cause qui allait droit au cœur des femmes. Pour elles-mêmes, pour leurs filles, les femmes définissaient leur propre vision des améliorations souhaitées. Les membres APEAS de cette époque ont parfois considéré leur engagement en condition féminine comme une véritable carrière.

La situation aujourd'hui

Des gains importants ont été réalisés. Pourtant, tout n'est pas acquis. L'accès aux rentes publiques de retraite pour les travailleuses au foyer est resté lettre morte. La représentation des femmes dans les postes de pouvoir laisse toujours à désirer...

Comment combler une injustice criante comme la pauvreté des femmes? Comment réagir devant les responsabilités toujours croissantes dévolues aux femmes par la désinstitutionalisation et le virage ambulatoire? Le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes est facilement reconnu. Cependant, le traduire dans la vie de tous les jours est un exercice plus ardu!

Les carrefours de l'APEAS

Pour poursuivre l'engagement, les efforts des militantes de longue date devra se conjuguer avec celui des jeunes femmes. C'est pour y réfléchir que les carrefours *Le féminisme a-t-il un âge ?* organisés

par l'APEAS provinciale et dix de ses régions, se dérouleront, en mars, à l'occasion de la Journée de la femme.

Une table ronde réunira clés femmes engagées depuis longtemps et des jeunes femmes. Elles témoigneront de ce qu'elles ont personnellement accompli dans le domaine de la condition féminine. Elles proposeront leur vision des formes d'engagement viables dans l'avenir. Toutes les participantes seront invitées à participer aux discussions.

Serez-vous de la partie? La rencontre promet d'être passionnante. Renseignez-vous auprès de votre APEAS régionale pour connaître les coordonnées de ces rencontres.

Une poignée d'écues
pour être lue
Suite de te page 11.



Une auteure satisfaite

Lucille Guèvremont-Pélissier est de celles qui ont tenté l'aventure de l'auto-édition. Cette Drummond-villoise a en effet édité elle-même deux recueils de poésies, *Pignon surnieet Sous l'arcade des saisons*, tirés à mille exemplaires chacun en 1991. Elle reconnaît qu'il faut beaucoup de temps, de dynamisme, de débrouillardise et d'entregent, sans compter une bonne santé, pour mener à bien une telle démarche.

La poétesse dit toutefois ne pas regretter son expérience qui, sur le plan financier, lui a coûté environ 5 \$ par exemplaire produit. Elle estime avoir vendu plus de 600 copies de chaque titre jusqu'à présent. «Comme il n'y a pas d'intermédiaire, lorsqu'on s'édite soi-même, cela permet de vendre à un meilleur prix», estime Mme Guèvremont-Pélissier qui réussit à vendre ses recueils moins de 10\$ chacun.

«Certains croient que si l'on ne passe pas par une maison d'édition reconnue, on n'est pas crédible, déplore par ailleurs celle dont deux poèmes ont déjà été publiés dans *Femmes d'ici*. Mais il y a si peu de manuscrits acceptés par ces maisons, surtout en poésie, qu'il faut bien se tourner vers d'autres avenues». Ce que vient confirmer Paul Désalmand, qui ajoute : «Les poètes obligés d'y aller de leur poche se consolent en pensant que Verlaine, Rimbaud, Lautréamont et bien d'autres ont dû passer par là.»

Références:

Guidedell'écrivain, Paul Désalmand, Allier (Belgique), Marabout, 1994.
Le métier d'écrivain, Union des écrivaines et écrivains québécois, Montréal, Boréal, 1993.
Écrire 1991, vade-mecum à l'usage des écrivains, journalistes et pigistes, Marie-ÉvangelineArsenault, en collaboration avec Benoit Dutrisac, Montréal, Le marché de l'écriture, 1990.

PRIX AZILDA-MARCHAND

Ouverture d'un vestiaire



Par Diane Brault
adjointe au comité provincial PAM

L'AFEAS Saint-Charles-de-Drummond, de la région Centre du Québec, a été déclarée gagnante du Prix Azilda-Marchand dans la catégorie action communautaire lors du dernier congrès.

Son action «*Ouverture d'un vestiaire*» vise à aider les plus démunies et démunies par la création d'un centre de récupération de vêtements usagés tout en améliorant l'environnement en récupérant les matières premières telles que le carton, le papier, le verre, etc. De plus, grâce à son action, l'AFEAS Saint-Charles-de-Drummond s'est doté d'un local permanent pour la tenue des réunions mensuelles et elle s'autofinance.

C'est après avoir pris connaissance du dossier d'étude 1994-1995 «Active dans mon milieu» que la présidente, BibianeCyr-Gaudet, suggérait l'ouverture d'un vestiaire pour venir en aide aux personnes démunies. Lors de la réunion mensuelle du 21 septembre 1994, le projet prend son élan, avec l'accord de ses membres.

Il faut trouver un immeuble et, pour ce faire, l'AFEAS fait part du projet aux responsables des organismes du milieu ainsi qu'aux divers paliers gouvernementaux. Avec l'aide du Club Optimiste de Saint-Charles, un bail est signé le 1er novembre 1994 pour la location d'un immeuble situé au 760 boul. Saint-Charles. La municipalité apporte son aide financière et propose à l'AFEAS de partager son local avec d'autres organismes. De là un nouveau projet prend forme, soit l'aménagement de la maison des jeunes. Le député de Drummond, Normand Jutras, accorde alors une subvention.

C'est grâce à l'implication d'autres bénévoles de la communauté, dont plusieurs membres du Club Optimistes, aux conjoints des membres de l'AFEAS et aux bénévoles du vestiaire que l'aménagement des locaux est rendu possible.

Une fois cette étape franchie, un comité responsable du vestiaire est élu lors de la réunion mensuelle du 26 avril 1995. Il est formé de sept membres AFEAS. Actuellement, 25 bénévoles y travaillent et en tout temps la devise AFEAS s'applique : unité, travail, charité, solidarité. Des liens amicaux sont ainsi créés entre les membres de la communauté.

Autre retombée positive, avec les profits du vestiaire, une salle fut aménagée pour les réunions AFEAS et comme lieu de rencontre pour les femmes. De plus, cette action a amélioré la situation de la vie de la communauté et ailleurs. Ainsi, un groupe de femmes pré-retraitées vient chercher des sacs de tricots et de lainage pour recycler la laine et en faire des couvertures qu'elles envoient par la suite dans un pays en voie de développement : Le Pérou.

Enfin, à chaque semaine, une compagnie de récupération de Waterloo vient chercher les sacs de vêtements invendables pour en recycler les fibres et en faire d'autres produits. S'il y a des vêtements récupérables, ils sont acheminés dans les pays du tiers-monde.

Par son action, l'AFEAS Saint-Charles-de-Drummond vit trois grandes valeurs : la solidarité, l'engagement bénévole et la démocratie. Elle propose une réflexion sur l'égalité des femmes, sur la prise en charge de leur vie, de leur place dans la famille et dans la société.

Félicitations à l'AFEAS Saint-Charles-de-Drummond pour son implication dans son milieu ! «

Oser

UN MUR DE SOLIDARITÉ

Solidarité, ce mot, tiré de la devise de notre Association a inspiré les membres du comité provincial de promotion qui souhaitent bâtir «un mur de solidarité» au congrès provincial d'août 1997. Un projet engageant, tout plein de fierté, qui se réalisera avec la collaboration de chaque AFEAS locale.

Par **Raymonde Bouchard**
responsable du comité de promotion

Qu'est-ce que ça consiste-t-il ? Tout simplement à faire signer sur un carton couleur toutes les membres de chaque AFEAS locale de l'année 1996-97 : Chaque région a choisi sa couleur. L'ensemble des consignes vous seront transmises par les responsables régionales. Chaque brique (carton), portera donc la signature de Doris, Louise, Joan, Annie, Maryse, etc., et contribuera à monter un mur de solidarité; un mur solide grâce au ciment «appartenance» qui aura eu soin de bien fixer une par une ces briques aux couleurs locales de toutes les régions du Québec.

Pour que notre projet se matérialise et ait de l'impact, il faut que la démarche se fasse partout. Imaginez-vous 20 000 noms et plus... bien identifiés à leur AFEAS locale et régionale, affichés sur un mur, quelle réalisation impressionnante ! Ce geste symbolique prouvera une fois de plus que les femmes de l'AFEAS ont «pignon sur rue». Nous

constaterons aussi par cette solidarité visible que nous, femmes d'aujourd'hui, possédons toujours une force et un pouvoir qu'il nous appartient de bien canaliser pour s'entraider et travailler à l'amélioration de la condition des femmes.

Mettons-nous au travail, rejoignons toutes ces femmes présentes et même celles qui, pour une raison ou une autre, nous ont quittées. Donnons-leur le goût de participer à bâtir un mur de solidarité 96-97, résistant et durable.

L'AFEAS a trente ans, elle a prouvé qu'ensemble, nous pouvons accomplir de grandes choses, grâce aux membres qui ont cru à la solidarité, la transparence et la force de notre mouvement.

Remercions les bâtisseuses, croyons en notre mouvement et ensemble, aujourd'hui, donnons-nous une aide mutuelle pour réaliser d'autres grands projets, pour «oser un mur de solidarité».

Une invitation ...

Qui de nous ne souhaiterait pas avoir l'opportunité d'offrir un bon café à une femme asiatique, africaine, latino-américaine ou autre ?

La quête de l'UMOFc (l'Union mondiale des organisations féminines catholiques) peut nous en donner l'occasion. La prochaine fois que nous nous arrêterons au restaurant prendre un café, pourquoi ne pas déposer dans

la poche gauche le coût d'un deuxième café ? Nous le remettrons en mars lors de la quête de l'UMOFc dans les AFEAS locales.

L'argent ainsi recueilli permettra à l'AFEAS de soutenir et de participer à la mission de l'UMOFc. Merci d'accepter cette invitation.

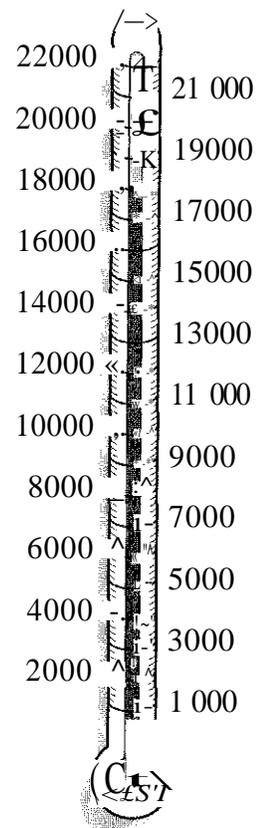
*Stella Bellefroid, responsable
du comité provincial de l'UMOFc*



N'oubliez pas
ma sentence...
C'est sérieux!

PM M clic iir
Objectif juin 1997

	DEMI À BELLEVILLE	SÉRIÉ
Abilibi-Témiscaminguc	240	244
AFÉAS locales isolées	117	48
Bas St-Laurent-Gaspésie	2 191	1 806
Centre du Québec	2 700	2 518
Estrie	1 761	1 537
Hautes-Rivières	550	353
Lanaudière	1 400	1 146
Mauricie	3 225	2 690
Montréal-L-Outaouais	410	253
Québec	888	816
Richelieu-Yamaska	2 222	1 868
Saguenay-Lac-St-Jean-C.	4 594	4 036
St-Jean-Long-Valleyfield	906	740
Membres affinitaires	19	4
Total:	21 223	18 059



28 décembre 1996



La leçon du *hot dog*

Il était une fois... un vieux bonhomme qui vendait des «hot dogs» le long de la route où il demeurait. Comme il était un peu dur d'oreille et que sa vue faiblissait, il n'écoutait pas la radio, ne lisait pas les journaux et ne regardait pas la télévision.

Mais il préparait les meilleurs «hot dogs» et sa réputation s'étendait bien au-delà des limites de son patelin. Il faisait la promotion de son produit sur d'immenses affiches et les gens l'encourageaient tant et si bien qu'il dut acheter de plus en plus de viande et de plus en plus de pain pour satisfaire sa clientèle. Il fit même installer un poêle plus gros parce que l'autre ne répondait pas à la demande.

Les affaires étaient si bonnes qu'il fit venir son fils du collège où il était étudiant pour l'aider dans son entreprise.

La prospérité se poursuivit durant plusieurs semaines, jusqu'au jour où le fils demanda à son père : «Papa, êtes-vous au courant des dernières nouvelles ? Une forte dépression économique sévit présentement sur le pays, les affaires péricli-



tent : notre clientèle va sûrement en être affectée et notre commerce aussi; préparons-nous à un avenir des plus sombres.»

Le père se fait alors la réflexion suivante : Mon fils est au courant de bien des choses que j'ignore, il est si instruit, il a été longtemps au collège, il lit, il écoute la radio et regarde la télévision. Il serait prudent de diminuer les commandes et pourquoi dépenser de l'argent pour renouveler et rajeunir les affiches le long des routes... les temps sont durs.

Moins de pain et de viande et moins de publicité se traduiraient par moins de «hot dogs». Les ventes déclinèrent jusqu'au point mort, la caisse enregistreuse ne sonnait plus...

Le père dit à son fils : «Tu as bien raison, nous sommes en pleine dépression économique, rien ne va plus !».

Agricultrice de l'année

Femmes d'ici est heureuse d'annoncer que Mme Odette Picard-Léveillé, membre AFEAS de la région Centre du Québec, a été nommée *Agricultrice de l'année*.

Dans le prochain numéro de *Femmes d'ici*, nous aurons le plaisir de vous présenter le profil de Mme Picard-Léveillé.

La rédaction

Ici et là

AFEAS Bienville fête ses 20 ans !

Les préparatifs vont bon train pour l'organisation des festivités entourant le 20^{ème} anniversaire de l'AFEAS Bienville de la région St-Jean-Longueuil-Valleyfield.

Une soirée retrouvaille est prévue de 24 mai prochain cet événement qui se veut une fête inoubliable, remplie de souvenirs pour toutes celles qui ont été des nôtres, ne serait-ce que l'espace d'une saison. Souper, surprises et soirée dansante seront au programme lors de cet anniversaire.

Nous lançons une invitation spéciale à nos anciennes membres disparues... sans laisser d'adresse...

Vous reconnaissez-vous ? Ou encore connaissez-vous l'une des nôtres ? Si oui, il nous ferait plaisir d'avoir de vos nouvelles ainsi que vos coordonnées.

Communiquez avec nous et au plaisir de vous revoir!

Estelle Brunei (514) 656-1667
Una D. Drapeau (514) 676-9529

AFEAS du Lac-du-Cerf

Lors de la réunion d'octobre 96, l'AFEAS du Lac-du-Cerf, région Hautes-Rivières, a fêté ses pionnières et plus particulièrement Jeannette Ouimet et Laurette Ouimet qui sont membres actives depuis 30 ans et à qui on a remis un certificat de mérite.

Marie-Jeanne Marchaiet
Réjeanne Blanchard, présidentes.

AFEAS Saint-Nazareth

L'AFEAS Saint-Nazareth, région Bas-St-Laurent-Gaspésie, tient à souligner l'implication bénévole de deux de ses membres:

Madame Odélie Bélanger fait de la couture pour les enfants démunis du Cameroun et du Pérou. Elle transforme le tissu qu'elle reçoit, ici et là, en jolies robes, en chapeaux, en blouses, en jupes et bobettes. Ses doigts de fée permettent à des enfants de porter des créations dignes des grands noms de la couture.

Madame Agnès Fournier, notre championne du tricot, a décidé de rendre la vie plus douce aux petits enfants qui doivent se rendre à l'hôpital pour des prélèvements ou des traitements. À date, elle a tricoté et distribué plus de 6000 marionnettes aux enfants malades. Au nom des tout-petits, nous te disons, merci et bravo!

Diane Tremblay
responsable de la publicité



L'alphabétisme

un facteur clé de l'amélioration de la condition humaine

De nos jours, la capacité fondamentale de lire et d'écrire habituellement associée à l'alphabétisation ne suffit plus. Désormais, il faut être en mesure de traiter et d'utiliser judicieusement l'information écrite. D'où la notion d'alphabétisme qui réfère plutôt, selon l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA), à «la capacité d'une personne de comprendre et d'utiliser les écrits nécessaires aux diverses tâches quotidiennes à la maison, au travail et dans la collectivité pour atteindre ses objectifs, accroître ses connaissances et réaliser son potentiel.»

Réalisée en 1994, l'EIAA a révélé qu'environ 22% des adultes de 16 ans et plus au Canada ne possédaient que de très faibles capacités de lecture et d'écriture. Les carences observées chez ces personnes peuvent avoir d'importantes répercussions dans leur vie de tous les jours, comme le fait, par exemple, qu'elles puissent rencontrer des problèmes pour administrer adéquatement un médicament à un enfant en se basant sur les informations fournies sur l'étiquette.

L'Enquête a en outre démontré «les liens qui existent entre le niveau de capacité individuel, le niveau de scolarité, l'activité sur le marché du travail et l'emploi, le revenu et l'application des capacités de lecture et d'écriture». Ainsi, plus le niveau de capacité est élevé, plus le taux de personnes sans travail baisse. Par ailleurs, les nouveaux emplois exigent couramment des travailleurs et travailleuses qu'ils possèdent des capacités très développées en matière de lecture et d'écriture.

Étroitement lié à la réussite individuelle, l'alphabétisme a également un impact sur le rendement des économies nationales. Pour l'EIAA, il constitue un facteur déterminant de l'aptitude d'un pays à innover et à s'adapter, condition essentielle pour demeurer concurrentiel dans un monde en constante évolution.

Sources : Statistique Canada; Résultats de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes; «Lire l'avenir : Un portrait de l'alphabétisme au Canada».

Vivre sans fumer

Les fumeuses qui désirent revenir à des habitudes de vie plus saines seront sans doute heureuses d'apprendre qu'un programme de renoncement au tabac a été conçu spécialement pour elles. Mis sur pied par l'Association canadienne de santé publique, *Vers une vie sans fumer: Un programme pour les femmes* assiste ces dernières dans leurs efforts en vue d'arrêter de fumer ou de réduire leur consommation de tabac.

Décrit dans la documentation officielle comme unique en son genre, ce programme est censé aider les participantes «à mieux gérer leur stress, à se revaloriser à leurs propres yeux et à prendre plus d'assurance dans leur cheminement vers une vie sans fumer». Il encourage en outre le support mutuel et se concentre davantage sur les femmes elles-mêmes que sur le seul fait qu'elles fument. Grâce à lui, plus de 60% des 153 femmes ayant pris part à son évaluation en 1995 auraient

«renoncé à la cigarette ou arrêté de fumer pendant au moins six mois».

Vers une vie sans fumer: Un programme pour les femmes est présenté sous la forme d'un Guide de l'animatrice qui comprend une série de modules et des exercices d'interaction pratiques. Il peut aussi être accompagné d'une vidéo de dix minutes portant le même nom. Les deux produits sont susceptibles d'intéresser autant les groupes de femmes que les organismes de santé, les centres de ressources familiales, etc. Il faut noter, enfin, que bien qu'il convienne à tous les groupes féminins, le programme a été plus particulièrement pensé pour les femmes à faible revenu.

Le Guide de l'animatrice se vend 35\$ et la vidéo 15\$. Il est possible de se les procurer auprès de l'Association canadienne de santé publique, 400-1565 avenue Carling, Ottawa (Ontario), K1Z8R1. Téléphone : (613) 725-3769; télécopieur : (613) 725-9826.

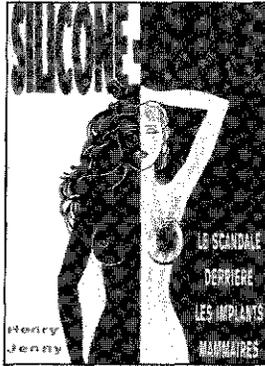


Silocone-Gate

Henry Jenny, traduit de l'Anglais par Diane Pelletier.

Henry Jenny est un médecin spécialiste en chirurgie plastique et reconstructive. Cependant, il est loin d'être tendre avec ses collègues clans ce livre où il les dénonce vigoureusement. De même, il accuse les grandes compagnies pharmaceutiques (Dow-Corning, notamment) et la FDA (Food and Drug Administration), d'avoir cédé à l'appât du gain, au détriment de la santé des femmes.

En 1966, le Dr Jenny, un américain d'origine allemande, assiste pour la première fois à l'explantation d'une prothèse mammaire en gel de silicone. À sa grande surprise, celle-ci est couverte d'une substance huileuse et il réalise qu'il s'agit du silicone qui suinte par la paroi de la prothèse. Immédiatement, il s'inquiète des dangers que peut représenter ce silocone qui finit par circuler



partout dans le corps. Il sonne, en vain, l'alarme auprès de ses collègues, des compagnies pharmaceutiques et de la FDA; personne ne le prend au sérieux. Pourtant, on sait aujourd'hui tout l'effet néfaste de ces fameuses prothèses.

Pour écrire ce livre, le Dr Jenny a réuni clés centaines de documents et de bribes d'informations qui ont fini par s'imbriquer à la manière d'un gigantesque casse-tête. Le résultat : un livre intéressant dans lequel on plonge comme dans un roman. Je mets toutefois les lectrices en garde contre une trop grande crédulité puisque le Dr Jenny est lui-même l'inventeur d'un implant mammaire à solution physiologique, qui d'ailleurs porte son nom. Serait-il parti en croisade contre les implants au silocone se cela n'avait pas été le cas ?

Droits au coeur

Office national du film, produit par Thérèse Descary.

C'est pour faire connaître aux jeunes les idées et les valeurs exprimées par la convention des Nations Unies relative aux droits des enfants que l'ONF a décidé de produire ces films d'animation. Pourtant, tous les adultes devraient les visionner eux aussi car nous nous y reconnaissons bien souvent ! *Droits au Coeur*, été produit en deux volets. Le premier comporte sept courts métrages et s'adresse aux enfants de 5 à 8 ans. Ces films identifient des problèmes axés sur des besoins fondamentaux de la personne et tentent d'apporter des solutions simples.

Plus récemment, le volet deux a été lancé. Il comprend également sept films



Une artiste, série: Droits au coeur, volet 2

mais il s'adresse cette fois aux 9 à 12 ans. Les problèmes posés sont plus complexes et les solutions à leur apporter feront sans doute l'objet de discussions passionnantes. Dans ce volet, j'ai particulièrement aimé le court métrage intitulé «Une artiste», l'histoire d'une petite fille qui aime faire de la musique mais dont le papa n'est pas très patient.

Ces courts métrages sont accompagnés d'un guide d'utilisation. Si vous désirez les visionner à la maison ou si vous voulez suggérer cette activité à votre comité d'école, sachez qu'on peut se les procurer à l'ONF en composant le 1-800-267-7710.

Plume d'Or ...

Ronald M. Podell et Porter Shimer, *La dépression contagieuse*, Les éditions de l'Homme.

Le sous-titre «Secourir l'autre sans sombrer avec lui» dit tout. Un bon document largement inspiré de faits vécus.

Mario Masson, *L'autoroute de l'information : Vers le village global* Collection Découverte, Editions Pierre Tysseyre.

Une lecture facile d'accès, un excellent documentaire. En somme un produit de qualité, tout comme l'émission Découverte.

Robert Langis, *Savoir dire non aux enfants*, Les éditions Québecor.

On est loin des théories docteurs Spock mais le bouquin est intéressant. Il rappelle que savoir dire non permettra aux enfants de découvrir les grandes et justes valeurs.

Crayon mine ...

Andrée d'Amour, *Astrologie 1997*, Éditions Québecor.

Vraiment, pour se retrouver dans ce livre, il faut avoir suivi un cours d'astrologie ! Quelle astuce : on ne pourra jamais affirmer que l'auteure s'est trompée si on ne la comprend pas !

Fernande Larouche, *Dangereuse Insouciance*, Éditions Québecor.

Voilà un roman dont l'intrigue semblait prometteuse. Hélas, l'écriture laisse à désirer. J'ai abdiqué avant la fin.

Dr Yves Roy, *Neufmois pour l'éternité*.

La présentation du livre est superbe mais le contenu me laisse sceptique, d'autant plus que ce médecin a été (provisoirement tout au moins) rayé du collège des médecins. Encore une manifestation du conflit entre médecine alternative et médecine traditionnelle. Ne me demandez surtout pas de trancher !



Suivi au socio-économique

L'AFEAS expédiait, en décembre, une lettre au premier ministre Lucien Bouchard pour demander la mise en place des mécanismes nécessaires pour assurer un suivi concernant le dossier de l'économie sociale. L'AFEAS et les groupes de femmes demandent:

- qu'au moins 4 sièges soient réservés aux femmes dans chaque GRES (comité régional de l'économie sociale);
- que les budgets soient «dénormés» afin de permettre une plus grande flexibilité;
- qu'on crée des programmes d'infrastructure sociale.

L'AFEAS à du troisième millénaire !

Le conseil d'administration provincial de l'AFEAS a confié un mandat de taille à la Commission de recherche. On demande au groupe de:

- réfléchir sur le contexte dans lequel l'AFEAS devra, dans les prochaines années, réaliser sa mission;
- analyser le rôle que joue actuellement l'AFEAS dans la société, ainsi que les moyens qu'elle utilise pour atteindre ses objectifs;
- inventorier de nouveaux modèles d'intervention et d'action susceptibles d'intéresser les québécoises dans les années à venir.

Le conseil d'administration provincial juge essentiel que l'AFEAS se positionne comme organisme d'éducation et d'action voué à l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes. Malgré des initiatives et des projets fort intéressants au sein de nos groupes AFEAS, nous percevons chez certaines québécoises, depuis quelques années, une espèce de léthargie, un manque d'intérêt pour les dossiers de condition féminine, une absence de fierté d'appartenir à un groupe de femmes, un sentiment de solidarité avec les femmes plutôt tiède... L'AFEAS veut, avec ses membres, prendre les moyens pour s'ouvrir davantage sur son milieu et accueillir les jeunes femmes avec leurs

préoccupations, leurs besoins, leurs attentes du vingt-et-unième siècle. La Commission de recherche poursuivra sa réflexion avec l'aide d'une personne-ressource et préparera un plan d'intervention à soumettre au Conseil d'administration en 1997. Un dossier à suivre !

Si vous avez des remarques, commentaires ou suggestions concernant la place de l'AFEAS dans votre milieu (la place qu'elle occupe et la place qu'elle pourrait éventuellement prendre), n'hésitez pas à nous en faire part! Les membres de la Commission de recherche se feront un plaisir de vous lire.

Recueil des 1996

Le recueil des résolutions adoptées au congrès provincial de 1996 a été acheminé aux AFEAS locales il y a quel-

ques semaines. N'hésitez pas à en prendre connaissance. Le mémoire que l'AFEAS a présenté à la Commission parlementaire sur la réforme du Régime des rentes du Québec fait partie de ce recueil. Bonne lecture!

Les 1997-1998-1999

Les dates retenues pour le congrès provincial 1997 sont les 18-19-20 août. La région AFEAS du Bas St-Laurent-Gaspésie organise cet événement au centre des congrès de Rimouski. Vos AFEAS locales recevront d'ici peu les informations pertinentes pour les réservations. Quant aux congrès clé 1998 et 1999, il se tiendront respectivement dans les régions AFEAS clé la Mauricie (à Trois-Rivières) et de Montréal-Laurentides-Outaouais (à Laval).

Jeune clientèle

La région AFEAS du Saguenay Lac St-Jean-Chibougamau, en collaboration avec le comité provincial de consolidation-expansion, vient de réaliser une intervention des plus intéressante avec les étudiantes du CÉGEP St-Pélicien (le CÉGEP reçoit 712 étudiantes et 520 étudiants). Joan Ferguson-Allard, de l'AFEAS de Mistassini, supervisait le projet dont voici brièvement les principales étapes:

- 3 octobre. Distribution de 170 questionnaires sondage auprès des filles du CÉGEP St-Félicien. L'AFEAS compile 131 questionnaires dûment complétés, soit un taux de participation de 77%.
performance sur les thèmes reliés à la condition féminine.
- 24 octobre. Montage d'un kiosque d'information sur l'AFEAS au CÉGEP et rencontre des étudiantes.
Surveillez Femmes d'ici d'avril! Vous pourrez y lire un article complet sur cet intéressant projet.
- 22 octobre. La Ligue d'improvisation du CÉGEP, en présence de 150 étudiantes et étudiants, offre une

Décès de la première présidente provinciale de l'AFEAS

La présidente fondatrice de l'AFEAS, Germaine B.-Goudreault, nous quittait en décembre dernier après une longue maladie. Plusieurs membres AFEAS, dont la présidente provinciale, Huguette Labrecque-Marcoux, assistaient à ses funérailles le 21 décembre à la Cathédrale de Nicolet. Madame Goudreault était présidente de l'UCPR (Union catholique des femmes rurales) au moment de la fusion avec les CED (Cercles d'économie domestique), fusion dont est née l'AFEAS en 1966. Toutes nos sympathies à la famille !



Pensée

Mieux vaut être à court d'argent qu'à court de coeur,

Le langage inclusif dans l'Église
Mes bien chers frères...

«... tu es un Dieu qui prend soin des
hommes...»

«... souviens-toi de tous les hommes
du monde entier...»

«... aide-nous à faire que tous les
hommes aient des conditions de travail
qui respectent leur dignité...»

«... toi, Seigneur, tu penses toujours
aux hommes...»

(extraits de Prions en Église, 1996)

Consoeurs AFEAS, comment vous
sentez-vous là-dedans ?

Moi, mal, très mal. Dans tous ces
extraits, il aurait été très facile d'em-
ployer le mot «humain» à la place du
mot homme. Je sais que le mot
«homme» embrasse la «femme». Elle est
vieille celle-là! À ne pas nous nommer,
à ne pas dire notre identité de femme,
ça me blesse, ça me viole et ça
contribue à taire et à minimiser mon
individualité et mon rôle dans la
famille, l'Église et dans la société.

Depuis une bonne dizaine d'années
déjà, à cause de beaucoup de pres-
sions, les répondantes à la condition
féminine de toute la province avaient
réussi à faire accepter, par l'Assemblée
des Évêques, l'importance du langage
inclusif. Il y a eu amélioration, mais il y
a encore beaucoup à faire. Pourquoi ?
Parce que l'on ne s'en est pas occupé,
du moins, pas assez.

Féminisez-vous, vous-même,
certaines expressions des épîtres ou
des prières universelles lorsque vous
avez à les faire ? Soulignez-vous à votre
curé qu'en telle ou telle circonstance, il
aurait pu et dû féminiser ses textes ?

Votre silence contribue à nous tenir
loin de la place que l'on devrait
occuper, selon le plan de Dieu. Il
contribue à un asservissement indigne
d'un chrétien, d'une chrétienne.

«Ce serait peut-être impoli si
j'intervenais... ça déplairait...» Nous
exclure, ce n'est pas impoli? Ça ne

déplait pas ?

Dieu n'a que faire des personnes
timides. Il aime les personnes - ses
enfants - debout! Dieu nous a tous et
toutes appelés à l'autonomie. Être
incluses dans le discours de l'Église,
c'est une forme d'autonomie que nous
aurions dû exiger depuis longtemps.

Que diriez-vous si on en faisait un
défi 96-97? Je vous le promets, ça
changerait !

Foi de l'agente de pastorale de la
région Centre du Québec

Jeannine Richard-Bouvet

*Voici une lettre qui nous incite à
réfléchir sur le petit pas de plus que nous
pourrions faire pour améliorer la
condition féminine dans l'Église en
féminisant notre langage.*

*Plusieurs membres de l'AFEAS sont
impliquées dans la communauté
paroissiale, il est important de veiller à la
féminisation des textes, de façon à
toujours nommer les femmes. Par
exemple, en disant «les paroissiens et les
paroissiennes», «chers frères et chères
soeurs», «heureux et heureuses les
personnes invitées au repas du Sei-
gneur» et ainsi de suite...*

*Si nous ne disons pas que nous
sommes là, les gens s'habitueront à ne
pas nous voir. À nous de prendre notre
place verbalement. Dieu veille au grain
et nous aussi !*

Odonyme des pionnières

La présidente de l'AFEAS locale
gagnante du Prix Azilda-Marchand en
condition féminine, Mme Béatrice
Bouchard, de l'AFEAS locale Saint-
Félicien, région Saguenay-Lac-St-Jean-
Chibougamau, nous envoie un petit
mot spécial remerciant chaleureuse-
ment toutes les membres du comité
PAM. «Elles ont su m'entourer au
moment où j'en avais besoin», nous dit-
elle. Le projet «Odonyme des pionnières»
proposait de donner des noms de

femmes connues aux mes de la
municipalité. Lors de la dernière
réunion mensuelle, l'instigatrice de
cette action sociale, a présenté un
monologue sur le coeur de l'AFEAS.
On nous demande de le publier dans
la revue pour que toutes les membres
en profitent. Comme nous sommes en
février et que c'est le mois de la Saint-
Valentin, nous le publions intégrale-
ment.

Le coeur de l'AFEAS

Le coeur de l'AFEAS bat vigoureu-
sément. Cependant, en y réfléchissant
bien, on dirait certains jours que ... le
coeur nous manque. C'est humain,
nous dit-on. Mais il faut qu'il reste en
santé ce coeur... C'est urgent, qu'on y
mette un petit élan ! Aujourd'hui, c'est
de bon coeur que je suis venue rencon-
trer tous ces coeurs qui battent à l'unis-
son, dans la même direction.

Il faudrait être bien ingrates pour ne
pas reconnaître s'être fait «brasser le
coeur» pour tant de monde au coeur
bien planté, lors de la remise de ce beau
trophée Azilda-Marchand. Cette gran-
de dame n'a pas ménagé son coeur pour
que le nôtre puisse battre avec force au
même rythme que le sien.

Aujourd'hui, je ne peux donner
autant de mon coeur, mais j'invite
celles qui ont ce besoin au coeur, à se
joindre à notre association. L'AFEAS
c'est une affaire de coeur...

Il faut unir les femmes, l'union fait
la force !

Pour l'éducation et la société, qui de
plus en plus étire la corde de son coeur.
Il nous faut un coeur en santé, venons
en discuter, c'est important pour gar-
der notre place au soleil !

J'espère que mon invitation vous ira
droit au coeur.

Je vous salue toutes et c'est avec la
gaieté au coeur que je vous dis de tout
coeur, merci !

Hénédine F. Dallaire.

Voici les cinq (5) questions du concours de la revue Femmes d'ici. Rappelons que cinq (5) gagnantes seront choisies au hasard. En guise de prix, un livre sera remis à chacune. Les règles sont simples : répondre correctement aux cinq (5) questions et poster vos réponses avant la fin du mois de parution du présent numéro.

Questions

- 1- Pouvez-vous nommer deux raisons qui font que les femmes ont peu ou pas accumulé de rentes en vue de leur retraite?
- 2- Nommez deux dossiers d'actualité dans lesquels l'AFEAS a pris position?
- 3- Quand, où et par qui fut découvert le chocolat?
- 4- Pouvez-vous nommer trois (3) critères de recevabilité des propositions de l'AFEAS?
- 5- Nommez trois avenues possibles à qui veut rendre une œuvre publique?

Gagnantes de décembre 1996

Félicitations à nos cinq (5) gagnantes du concours de la revue de décembre. Il s'agit de Mesdames Linda Atlard, *AFEAS locale St-Prime, région Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau*, Jovetie Douvifie, *AFEAS locale Notre-Dame-du-Bon-Conseil, région Centre du Québec*; Joanne Lefebvre Després, *AFEAS locale Sainte-Julie, région St-Jean-Longueuil-Va/leyflelcl*; Alberte Pettigrew, *AFEAS locale de Rivière-du-Loup, région Bas-St-Laurent-Gaspésie*; Micheline Martin, *AFEAS locale St-Pie, région Richelieu-Yamaska*,

Adresser vos réponses à **Concours Femmes d'ici**, 5999 rue de Marseille, Montréal (Québec) H1N 1K6.

N.B.: Veuillez indiquer le nom de votre AFEAS locale ainsi que le nom de votre région. Merci!

Secrétariats régionaux

Aliliiibi-Témiscamingue

Francine Clouâtre
O.P. 7
Fabre JOZ IZO
819-634-4551

Bas-Saint-Laurent-Gaspésie

Pierrette D'Amours
49 St-Jean-Baptiste ouest
Rimouski G5L 4J2
418-723-7116

Centre du Québec

Nicole Lemire
430 St-Georges, #204
Drummondville J2C 4H4
819-474-6575

Estrie

Monique Bellerose
31 King ouest, #315
Sherbrooke J1H 1N5
819-346-7186

Hautes-Rivières

Diane St-Jean
189 Chemin Petit
Cayamant, Lac Cayamant JOX 1Y0
819-463-2946

Lanaodière

Juanita Gaudette
121 rue St-Barthélémy Sud
Juliette J6E 5N8
514-752-1999

Mauricie

Angèle Lambert
341 Bertliélcrny
St-Léon JOK 2W0
819-228-2578

Montréal-Laurentides-Outa

Rita Villeneuve
719, 17e Avenue
Pointe-aux-Trembles H1 f
514-645-7013

Québec

Pauline Lafranime
54 des Cyprès
St-Rédempteur G6K 1B3
418-836-5081

Richelieu-Yamaska

Micheline Martin
650 Girouard est, O.P. 3'
St-Hyacinthe J2S 7B8
514-773-7011

Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau

Hélène Hnot
208 Deguen
St-Gédéon GOW 2PO
418-345-8324

Saint-Jean-Longueuil-Valleyfield

Monique Forget-Ferrer
1308 Rive Boisée
Carignan J3L 1E3
514-658-5859

FEMMES

Rédactrice en chef

Christine Marion

Rédactrices adjointes

Maryse Sylvain, Marie-Paula Godin
et Héléne Lapointe

Couvertures: Infographie Daniel Lefresne
Conseillère à la conception graphique/ Maryse Sylvain
Montage/ Huguette Daipé
Photos/ Femmes d'ici
Service des abonnements/ Ginette Hébert

La revue Femmes d'ici est publiée par l'Association
Féminine d'Éducation et d'Action Sociale (AFEAS), 5999 rue
de Marseille, Montréal (Québec) H1N 1K6 - (514) 251-1636
(téléphone) - (514) 251-9023 (télécopieur)

La reproduction des articles est autorisée en mentionnant la
source. Les articles n'engagent que la responsabilité de
leurs auteurs.

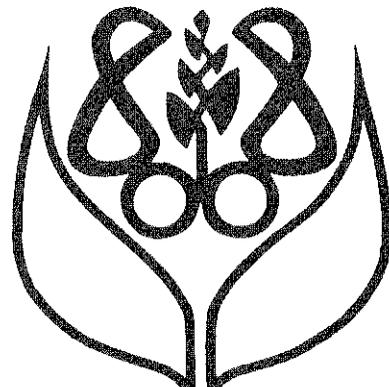
Abonnement un an (5 numéros) 15 \$ (TPS et TVQ incluses)
Envoi de publication - Numéro de client 02163047

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec 1997
Bibliothèque nationale du Canada 1997
ISSN 0705-3851

Impression : Imprimerie Berthier
Mois de parution : Février 1997

Revue imprimée sur papier recycle

PRIX AZILDA-MARCHAND



Il y a quelque chose de pire que de n'avoir pas
réussi, c'est de n'avoir pas essayé!

N'hésitez plus et présentez votre action au con-
cours du Prix Azilda-Marchand!